

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 352 du 17.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Interpol lance un mandat d'arrêt contre quinze Israéliens.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le « bienfait » de la « seule démocratie du Moyen-Orient ».

2 Dossier

2-1 La marche vers un Etat unique en Palestine !

2-2 Hagit Ofra et Lara Friedman : Colonies = tolérance zéro -

2-3 Benito Perez : Le juteux business de la colonisation israélienne.

2-4 Katleen & Bill Christison : Israël - Etats-Unis : L'ampleur des liens militaires.

2-5 Charles Freeman (le préféré d'Obama) démissionne à cause du lobby pro-israélien.

2-6 Abdallah Al-Achaal : Netanyahu à nouveau dans la région.

2-7 M. Ahmad Makram : Une mauvaise surprise !

2-8 Chems Eddine Chitour : Les lobbys d'Israël: La vraie force d'Israël.

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Non au terrorisme de l'État d'Israël contre les peuples Palestiniens et Libanais.

3-2 «A présent, jugeons Tel Aviv ».

Marie-Ange P: Qui juge qui ? Et de quel(s) droit(s)

3-3 La situation sanitaire des Palestiniens s'est nettement détériorée.

3-4 Interview de Pierre Stambul : " Moi, juif anti-sioniste..."

3-5 Mundo Obrero : Confessions d'un soldat israélien : « Nous traitons les Palestiniens comme des animaux ».

3-6 Les partis communistes et ouvriers du monde condamnent l'agression d'Israël en Palestine.

3-7 Les forces israéliennes bouclent un village près d'Hébron et raflent au moins 30 d'habitants.

Tiré a part

Interpol lance un mandat d'arrêt contre quinze politiciens & officiers supérieurs
Israéliens.

L'Organisation internationale de police criminelle [International Criminal Police Organization - ICPO] (connue sous le nom d'Interpol) a lancé un mandat d'arrêt à l'échelle mondiale à l'encontre de quinze politiciens et officiers supérieurs israéliens, pour crimes de guerre.

Au cours d'une conférence (samedi dernier), le Procureur général de Téhéran, Saeed Mortazavi, a déclaré que l'Iran avait soumis l'affaire à l'organisation internationale connue sous le nom d'Interpol, en excipant de la charte de ladite organisation et des violations des Conventions de Genève par Israël.

« Interpol a notifié aux gouvernements de 180 pays l'ordre de procéder à l'arrestation des suspects », qui ont été impliqués dans l'offensive israélienne de vingt-trois jours contre Gaza, aux mois de décembre 2008 et de janvier de cette année, a-t-il indiqué.

Déjà, à la fin décembre, le ministère iranien de la Justice avait annoncé sa décision de demander à un tribunal ad hoc d'examiner les plaintes formulées auprès de l'Iran par le représentant palestinien en Iran, ainsi que par des Palestiniens blessés, contre les atrocités israéliennes à Gaza, indiquant qu'il était prêt à juger les Israéliens impliqués par contumace.

« Cette semaine, nous avons complété notre enquête sur une quinzaine d'individus figurant au nombre de ces criminels », a indiqué la télévision d'Etat iranienne IRIB, citant M. Mortazavi.

« Au vu des conclusions de notre enquête et conformément à l'article 2 de la charte d'Interpol, nous avons demandé à cette organisation de faire procéder à l'arrestation des suspects. »

M. Mortazavi a précisé que les accusations portant sur les suspects concernent des crimes de guerre, l'invasion et l'occupation armées d'un territoire étranger, ainsi que des crimes contre l'humanité.

Le procureur iranien faisait allusion aux frappes israéliennes, qui avaient débuté le 27 décembre contre le territoire côtier palestinien, très densément peuplé, et qui ne cessèrent qu'après avoir provoqué la mort de plus de 1 330 habitants de la bande de Gaza, en grande majorité des civils.

De nombreuses ONG et d'organisations de défense des droits de l'homme, des Palestiniens blessés au cours de l'offensive israélienne contre Gaza, plus de 5 700 avocats et procureurs du Barreau iranien, ainsi qu'un grand nombre de médecins figurent parmi les personnes morales et physiques qui ont porté plainte contre Tel-Aviv, a ajouté M. Mortazavi.

La liste des criminels de guerre israéliens inculpés comporte :

- 1 Ehud Olmert (Premier ministre sortant)
- 2 Ehud Barak (ministre de la Défense)
- 3 Tzipi Livni (ministre des Affaires étrangères)
- 4 Gen. Gabi Ashkenazi (lieutenant, chef de l'état-major de l'armée)
- 5 Ido Nehoshtan (commandant en chef de l'armée de l'air israélienne)
- 6 Général-en-chef Yoav Galant (commandant de l'opération « Plomb coulé »)
- 7 Amos Yadlin (chef du renseignement militaire)
- 8 Lieutenant colonel Oren Cohen (commandant du 13ème Bataillon de la Brigade Golani)
- 9 Colonel Ron Ashrov, (vice-commandant de la Brigade Givati 10 Colonel Hertzi Halevy (commandant de la brigade des parachutistes intervenus à Gaza)
- 11 Colonel Yigal Slovik (commandant du convoi de la Brigade de chars du 401ème corps de blindés)
- 12 Lieutenant Colonel Avi Blot (commandant du Bataillon 101 de la Brigade des Parachutistes)
- 13 Lieutenant Colonel Yoav Mordechai (en tant que commandant du 13ème Bataillon d'infanterie de la Brigade Golani à Gaza)
- 14 Tomer Tsiter (commandant de l'escouade Givati -)
- 15 Colonel Avi Peled (commandant de Brigade du Bataillon 51)

PressTV (chaîne de télévision satellitaire iranienne),

1er mars 2009

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

<http://www.presstv.ir/detail.aspx?id=87207§ionid=351020101>

<HR

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le « bienfait » de la « seule démocratie du Moyen-Orient ».

Appréciez les textes et images ci-après (transmises par l'ISM) qui nous rapportent le « bienfait » de la « seule démocratie du Moyen-Orient ». Puis comparez entre ceux qui font des discours creux, hypocrites, et ceux qui défendent la justice en affrontant la barbarie israélienne sur le terrain en risquant leur vie.

Hommage à tous ces valeureux « Internationaux » qui luttent contre la barbarie israélienne ainsi qu'à ceux qui, à travers le monde, dénoncent haut et fort la complicité de leurs gouvernements et les lobbies sionistes qui les tiennent en laisse.

Traduction : MG pour ISM

Source : <http://palsolidarity.org/>

Cliquez sur les liens ci-dessous pour lire les textes et voir les images

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=11434&type=temoignage&lesujet=Victimes%20ISM>

<http://www.ism-france.org>

<http://www.ism-suisse.org>

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 La marche vers un Etat unique en Palestine !

Toutes les impasses ayant désormais été parcourues avec leur cortège d'horreurs et le droit international ne pouvant plus, sous peine de perdre tout crédit, tolérer la poursuite des massacres, de l'apartheid, de l'incarcération d'un peuple entier, les partisans d'un Etat unique mettant un terme à une division ethnico-religieuse réactionnaire se font plus nombreux

Mais le mouvement s'accélère et gagne les Etats-Unis, pilier du soutien mondial au sionisme.

Ainsi après un appel d'universitaires étasuniens sous forme de lettre ouverte adressée en Janvier 2009 à Barack Obama laquelle a recueilli des milliers de signatures sur les campus, c'est au tour de la CIA elle-même d'annoncer dans un récent rapport la fin prochaine – encore qu'insoutenablement lointaine pour les palestiniens emmurés – de l'Etat d'Israël et son remplacement par un Etat unique rassemblant les palestiniens et ceux des citoyens israéliens qui choisiraient de rester sur place dans le cadre d'une république égalitaire.

L'existence de ce rapport vient d'être dévoilée par FRANKLIN LAMB, un juriste étasunien qui s'est exprimé à ce sujet sur une chaîne de télévision Us (PRESS TV) et dont les propos ont été repris par le quotidien turc en ligne ([http://en .timeturk.com](http://en.timeturk.com))

Le rapport prévoit la disparition de l'Etat d'Israël dans les 20 ans qui viennent.

Dans ce laps de temps s'opérerait un double mouvement de population : les réfugiés palestiniens regagneraient leur pays, tandis que deux millions d'israéliens partiraient vers les Etats-Unis et qu'un million ou plus partirait vers la Russie et l'Europe. Il s'agirait, à l'échelle des grands transferts de population qu'a connus le monde comme ceux engendrés par exemple par la partition de l'Inde et du Pakistan, d'un mouvement assez facile à maîtriser si l'on songe à l'ampleur des moyens financiers qui sont aujourd'hui mis à la disposition du sionisme pour poursuivre sa sale politique coloniale. Les Milliards de dollars qui ont servi et servent encore à la colonisation de la terre palestinienne et au financement de la terreur militaire sioniste peuvent servir à installer les futurs émigrants là où ils le souhaiteraient et à redonner des maisons et des terres aux palestiniens spoliés.

Le rapport, qui rappelle la rapidité avec laquelle le régime d'apartheid sud africain s'est écroulé, souligne que d'ores et déjà 500 000 israéliens ont un passeport étasunien et que 300 000 israéliens avec la double nationalité vivent dans la seule Californie. Il confirme que les demandes de passeport étranger par les citoyens israéliens se multiplient ce que le régime sioniste tend à dissimuler autant qu'il le peut.

Certes un rapport n'est qu'un rapport et la CIA n'est qu'une des institutions de l'appareil d'état étasunien et ce rapport n'est pas, loin s'en faut, l'expression de la politique présente d'OBAMA qui a, au contraire décidé de continuer à financer l'Etat sioniste.

Mais cette nouvelle condamnation des principes fondamentaux du régime sioniste confirme que ce régime est, après la publication du livre de Mearsheimer et Walt *, de plus en plus considéré aux Etats-Unis comme une aberration, une monstruosité et que l'obsession obsidionale, sécuritaire et raciste qui hante l'esprit des sionistes est une véritable pathologie mentale générant des actes de plus en plus inhumains.

De surcroît l'affirmation de puissance d'un régime théocratique dans cette région du monde ne peut que favoriser la crispation théocratique de ses voisins et une militarisation démesurée au détriment de toute politique de développement.

Tout doit être fait et le mouvement de soutien au peuple palestinien doit en faire son objectif stratégique pour que cette grande transformation s'effectue dans le plus bref délai possible, pour que cessent au plus tôt les souffrances et l'exil du peuple palestinien et pour sortir cette région du monde d'un conflit presque vieux d'un siècle que l'impérialisme anglo-saxon y a installé pour les seuls besoins de sa domination.

Vingt ans, c'est trop long !

Comaquer

Bulletin n°202

12eme semaine

2-2 Hagit Ofran et Lara Friedman : Colonies = tolérance zéro -.

[Les informations parues dans les médias selon lesquelles Israël a approuvé une expansion massive de la colonie d'Efrat en Cisjordanie constituent une première leçon pour l'administration Obama qui doit comprendre pourquoi elle doit instituer une politique de tolérance zéro à l'égard de l'expansion des colonies, avant qu'il ne soit trop tard.]

Les informations parues dans les médias selon lesquelles Israël a approuvé une expansion massive de la colonie d'Efrat en Cisjordanie constituent une première leçon pour l'administration Obama qui doit comprendre pourquoi elle doit instituer une politique de tolérance zéro à l'égard de l'expansion des colonies, avant qu'il ne soit trop tard. Ces informations sont à la fois exactes et exagérées. Alors, d'abord, voici les faits : plus tôt pendant ce mois de février, une commission militaire d'appel - organisme judiciaire auprès duquel il est possible de faire appel de décisions prises par le « Gardien des Biens d'Etat et Abandonnés en Judée et Samarie » - a approuvé une décision datant d'août 2004 de déclarer « terre d'Etat » une portion de terre d'environ 300 ha considérée auparavant comme appartenant à Bethléem et au village d'Artas, rejetant les objections des propriétaires

palestiniens contre cette confiscation. La terre en question est située sur une colline que les colons nomment « Giv'at Eitam » et proche de la colonie d'Efrat, au sud de Bethléem. Depuis longtemps, les habitants d'Efrat logent cette zone pour s'étendre.

Cette déclaration [de changement de statut, ndt] se fonde sur une loi ottomane de 1858, suivant laquelle le sultan pouvait se saisir de terres qui n'avaient pas été cultivées pendant trois années consécutives. Depuis 1967, Israël a utilisé cette loi pour prendre le contrôle d'environ 16% de la Cisjordanie, dont la quasi totalité a été confiée à des colons juifs.

Bien que, il y a encore quelques semaines, Giv'at Eitam ne fût pas encore considérée officiellement comme terre d'Etat, la zone est incluse à l'intérieur des limites municipales d'Efrat, limites fixées en 1999, bien avant qu'Israël n'ait décidé officiellement de confisquer la terre. Il existe un projet de construire quelque 2 500 logements sur le site, doublant ainsi la taille de la colonie (qui compte actuellement environ 8 000 habitants). Les colons pressent le gouvernement de permettre à la construction de commencer. Le fait de reclasser le site en terre d'Etat marque un pas concret vers la réalisation du projet.

Voilà pour les mauvaises nouvelles. La bonne est que le plan Giv'at Eitam est encore loin de pouvoir être mis en œuvre, et cela pour deux raisons.

La première tient au fait que Giv'at Eitam se trouve du côté palestinien de la clôture de séparation. L'expansion d'Efrat de ce côté risque d'être problématique, à moins que le tracé de la clôture soit modifié, ce qui sera difficile compte tenu des décisions précédentes de la Haute cour selon lesquelles le tracé de la barrière ne peut pas faire l'objet d'un charcutage pour s'adapter aux projets d'expansion des colons.

Deuxièmement, avant que toute construction ne puisse commencer, il doit y avoir un plan détaillé, soumis à d'importantes obligations auprès des autorités de planification, chaque pas devant être approuvé par le ministre de la défense. Clairement, le projet peut être facilement stoppé, si le gouvernement israélien est enclin à le faire. Ainsi, la reclassification officielle du site en tant que terre d'Etat ne signifie pas que, du jour au lendemain, les bulldozers vont se mettre à l'œuvre. Cela signifie-t-il que le monde (et en particulier l'administration Obama) ne doit pas s'en inquiéter ? Non, bien entendu.

Le nouveau gouvernement à Washington doit retenir de cette expérience combien une simple information concernant l'expansion d'une colonie - même dans sa toute première phase - peut retenir l'attention de l'opinion internationale et à le potentiel de torpiller tout ce que cette administration pourrait tenter sur la question israélo-palestinienne et dans la région.

Si le président Barack Obama est sérieux et s'il confirme qu'il souhaite bien progresser vers une paix israélo-palestinienne et remettre les relations entre l'Amérique et le monde arabo-musulman sur une meilleure voie, il ne peut pas permettre aux colonies de le prendre en otage.

Il existe littéralement des centaines de plans du type Giv'at Eitam pour les colonies dans toute la Cisjordanie et à Jérusalem-Est sur le bureau des leaders des colons et des planificateurs du ministère israélien de la construction et du logement. A moins que les Etats-Unis fassent savoir clairement qu'ils ont une tolérance zéro pour la construction dans les colonies - en arrêtant les petits jeux sur la « croissance naturelle » ou sur les « seules constructions à l'intérieur de colonies existantes » - ils se retrouveront en train de perdre toute crédibilité et tout capital politique à se faire constamment matraquer par de tels plans. Et ils se retrouveront avec leur programme au Moyen-Orient menacé de mort pas très lente par les colonies.

On ne peut faire confiance à aucun gouvernement israélien pour qu'il se conduise bien dès qu'il s'agit de colonisation, et même un gouvernement qui souhaiterait lutter contre les colonies a besoin de la pression des Etats-Unis pour pouvoir le faire. [A fortiori pour le pire des gouvernements de l'histoire d'Israël qui se dessine, ndt] L'expérience d'Efrat doit servir d'avertissement à l'administration Obama et lui rappeler que les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre le luxe de prendre leur temps quand il s'agit de concevoir - avec un réel investissement - une politique de tolérance zéro à l'égard de l'expansion des colonies. Dans le cas contraire, les colons et leurs partisans se sentiront encouragés à croire que « yes they can » poursuivre leurs efforts pour s'assurer que la paix et la solution de deux Etats n'aboutiront jamais.

mise en ligne : dimanche 1er mars 2009

Par Hagit Ofran et Lara Friedman - Haaretz - 27 février 2009 - Traduction La Paix Maintenant (France)

Lara Friedman est membre de Americans for Peace Now. Hagit Ofran est coordinatrice de l'Observatoire de la colonisation de Shalom Arshav (La Paix Maintenant - Israël)

2-3 Benito Perez : Le juteux business de la colonisation israélienne.

Faire la «paix économique» avant de négocier avec les Palestiniens leur avenir politique? La proposition de Benyamin Netanyahu durant la récente campagne électorale a surpris. Le chef du Likoud (droite) ne cherchait-il qu'à éluder les questions politiques délicates, sans paraître se figer dans le statu quo? Ou le futur premier ministre cache-t-il réellement un plan de développement pour la Palestine? Et surtout quel peut-il être, si l'on sait que M. Netanyahu est un défenseur acharné de la colonisation et des mesures sécuritaires les plus sévères? La Banque mondiale, l'ONU, le Bureau international du travail, tous l'affirment d'une seule voix: le bouclage et la fragmentation des territoires sont les principales entraves aux activités économiques en Palestine. Pis, depuis qu'Israël a choisi de bâtir le «mur de séparation» et a refermé ses portes aux travailleurs palestiniens – remplacés notamment par les migrants russes –, quelque 100 000 Cisjordaniens et Gazaouis ont grossi les rangs des chômeurs, soit environ un cinquième de la main-d'œuvre palestinienne. Actuellement, un tiers des habitants arabes des territoires occupés n'ont plus aucune activité rémunérée, ne serait-ce qu'à temps partiel.

Zones industrielles juives

La réponse à l'apparente contradiction qui voit un nationaliste ultralibéral se préoccuper de l'économie palestinienne se cache peut-être dans les colonies juives de Cisjordanie, où vivent aujourd'hui entre 500 000 et 600 000 Israéliens. Cent trente-cinq implantations officielles que le futur premier ministre Netanyahu se fait fort de développer, afin d'«absorber la croissance démographique naturelle» d'Israël.

La construction d'infrastructures à l'usage des colons et les services qui leur sont apportés sont de longue date un business très convoité par les entreprises israéliennes et une source importante de travail pour les Palestiniens, explique la pacifiste israélienne Debby Lerman, de la Coalition of Women for Peace (CWP). A l'instar du controversé tramway de Jérusalem, conduit par les transnationales françaises Alstom et Veolia, le maillage serré des implantations juives de Palestine au territoire israélien recèle de juteuses opportunités pour les joint-ventures à capital national et international.

Moins connues sont les colonies industrielles, qui ont poussé ces dernières années à l'ombre du mur de séparation. Si les implantations ont toujours hébergé des activités économiques, de l'artisanat des débuts, «on est passé à la production industrielle», selon Mme Lerman. De l'agro-industrie de la vallée du Jourdain aux usines installées le long du mur, plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens franchissent quotidiennement les check-points de ces zones industrielles d'un genre particulier, calcule Raed Abu Youssef.

Des employés dispersés dans plus de 350 entreprises que ce syndicaliste d'Hébron tente d'organiser depuis plus d'un an pour le compte de l'ONG israélienne Kav La'Oved. Un travail titanesque que cette organisation mène pratiquement seule depuis 2002. Par principe, Histadrout, la grande centrale syndicale israélienne proche des travaillistes, ne se mêle pas des territoires occupés. Quant aux syndicats palestiniens, barrés des colonies, ils se montrent réticents à l'égard de travailleurs qui ont longtemps fait figure de «traîtres». «Mais le phénomène a pris une telle ampleur que les syndicats commencent à se coordonner avec nous», assure Raed Abu Youssef.

D'Oslo à Pretoria

A l'origine de ce développement: les accords de paix d'Oslo en 1994. Shimon Peres, l'un de ses artisans israéliens, prévoyait de limiter la transhumance quotidienne de quelque 200 000 travailleurs palestiniens vers Israël par des projets productifs conjoints dans les territoires.

Rapidement mis au frigo, ce plan concerté a été réactivé il y a environ cinq ans. «Mais il ne reste rien de l'ambiance optimiste d'Oslo, prévient Adri Nieuwhof. Les Israéliens ont repris le projet à leur compte, à mesure qu'ils enfermaient les Palestiniens» dans les territoires. Pour cette militante hollandaise venue à la cause palestinienne après des années passées auprès du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, la vision israélienne ne diffère pas de celle de l'ancien régime sud-africain: un apartheid territorial plaçant le réservoir de travailleurs sous contrôle militaire. Mieux qu'un bantoustan sud-africain, une colonie en Cisjordanie, «ce n'est pas la Palestine, ce n'est pas Israël, c'est une zone libre».

Libre, en tout cas, pour les employeurs, qui disposent là d'un réservoir inépuisable de travailleurs dociles et bien formés, les deux tiers des Palestiniens ayant suivi des études secondaires. Et plusieurs centaines de milliers de chômeurs et un tiers de salariés vivant sous le seuil de pauvreté, «les Palestiniens n'ont pas vraiment de choix», relève Raed Abu Youssef.

Paradis patronal

Ni Israël ni Palestine, les colonies ont longtemps appliqué à leurs employés arabes la législation jordanienne en vigueur avant la conquête de 1967. Pas de syndicats, pas de vacances, aucune protection sociale ou sanitaire (25 morts par an), des salaires entre 6 et 10 shekels de l'heure (de 1,7 à 2,8 francs), alors que le smic israélien est à 21 shekels (5,9 frs), des conditions patronales de rêve, encore renforcées par les politiques d'encouragement menées par l'Etat d'Israël (impôts locaux modérés, prêts subventionnés). «Sans compter que les ressources – terre, eau, etc. – sont quasiment gratuites, puisqu'elles sont volées aux Palestiniens», accuse Debby Lerman.

On comprend mieux dès lors pourquoi plusieurs projets de zones industrielles sont en cours d'élaboration afin d'absorber les demandes insatisfaites sur les principaux sites actuels de Tulkarem, Kalkilia, Salfit (Barkan) et Ariel.

Sous l'impulsion de Kav La'Oved, la Cour suprême israélienne avait pourtant jeté un froid, en octobre 2007, sur cet appétissant banquet, en estimant que la loi sur le travail de l'Etat hébreu devait s'appliquer à ses entreprises sises en territoire occupé. Mais cette victoire juridique, Raed Abu Youssef et ses camarades ont toutes les peines à la faire respecter. Entre autres astuces, des sociétés palestiniennes écrans ou des fiches de paie tronquées suffisent à contourner la loi.

Au-delà de la complicité de l'administration israélienne, le vrai obstacle réside dans la situation d'extrême précarité des Palestiniens. «Pour se rendre au travail dans une colonie, l'ouvrier a besoin d'un laissez-passer renouvelable tous les trois mois. Il a intérêt à montrer patte blanche», résume M. Youssef. Pis: il n'est pas rare que l'autorisation militaire, attribuée après un entretien avec un officier des services secrets, se paie d'une dénonciation d'un «terroriste» ou d'un «agitateur», accuse Adri Nieuwhof.

La poubelle d'Israël

Ce far east colonial attire également une clientèle soucieuse de violer les normes environnementales en vigueur en Israël. «On utilise la Palestine comme notre poubelle», s'emporte Debby Lerman, dont l'organisation a recensé les décharges installées en territoire occupé. «Dans la zone industrielle de Tulkarem, tous les ouvriers sont malades. Il y est parfois impossible de respirer», témoigne M. Youssef. Le syndicaliste relève d'ailleurs la tendance à séparer géographiquement colonie de peuplement et son pendant industriel... Ainsi la fameuse zone industrielle de Barkan héberge plus d'une centaine d'entreprises et 6000 emplois pour 1200 habitants!

Résistances

Raed Abu Youssef se refuse pourtant à baisser les bras. Depuis la sentence de la Cour suprême, «plusieurs

luttres ouvrières se sont terminées par des victoires» et «une dizaine d'usines appliquent maintenant la loi israélienne», annonce-t-il. Certaines ont plié lorsque Kav La'Oved a informé clients et investisseurs étrangers des conditions de travail dans les colonies.

Une stratégie qu'Adri Nieuwhof appelle à intensifier pour amener les occidentaux à désinvestir. Certaines sociétés du nord de l'Europe – Heineken, Assa Abloy, Unilever – ont déjà retiré leurs billes. D'autres subissent une pression renforcée depuis les massacres de Gaza, affirme l'activiste hollandaise, dont les enquêtes pour le site «Electronic Intifada» alimentent régulièrement ce combat.

«En Suisse, nous sommes en discussion avec la Banque Sarrasin, afin qu'elle retire l'action Veolia de son 'fonds durable': consolider une occupation militaire n'est en aucun cas un développement durable», raille Mme Nieuwhof. Elle rappelle que «transformer profondément les infrastructures d'un pays occupé viole le droit international» et pointe Genève, dépositaire des conventions homonymes, et dont la régie de transports collabore avec Veolia (Connex).

L'ex-activiste anti-apartheid incite aussi au boycott, non seulement des produits israéliens, mais aussi de ceux de Cisjordanie, dans leur immense majorité provenant des colonies. Au risque de laisser les Palestiniens sans travail? «Oui, les colonies n'offrent que des emplois de mauvaise qualité et renforcent notre dépendance. On ne peut rien bâtir de durable là-dessus», répond Raed Abu Youssef, quittant sa casquette de défenseur «pragmatique» des travailleurs. «Les ouvriers me disent souvent: mon patron me traite exactement comme un soldat au barrage. C'est symbolique!»

Benito Perez

<http://www.michelcollon.info:80/articles.php?dateaccess=2009-03-05%2013:59:54&log=invites>

2-4 Katleen & Bill Christison : Israël - Etats-Unis : L'ampleur des liens militaires.

Alors que les Etats-Unis doivent se serrer la ceinture, l'une des gratifications les plus automatiques - gratification à tout point de vue - est versée à un gouvernement étranger. L'aide militaire américaine à Israël est distribuée et s'accroît annuellement en milliards de dollars.

La gratification suprême

En ces jours de crise économique, de dépassements de budgets, de budgets additionnels, de subventions par milliards de dollars alors que les Etats-Unis doivent se serrer la ceinture, l'une des gratifications les plus automatiques - gratification à tout point de vue - est versée à un gouvernement étranger, cela n'est toutefois guère compris par une grande majorité d'Américains.

L'aide militaire américaine à Israël est distribuée et s'accroît annuellement en milliards de dollars et pourtant elle reste pratiquement non remise en cause pendant que d'autres dépenses fiscales connaissent des réductions drastiques.

Les Etats-Unis et Israël ont signé un protocole d'accord en août 2007 dans lequel les USA s'engagent à verser à Israël 30 milliards de dollars d'aide militaire durant la prochaine décennie. Il s'agit d'une subvention payée cash au début de chaque exercice budgétaire. La seule stipulation constituant une obligation pour Israël dans l'utilisation de ce don en espèces est d'en dépenser 74% dans l'achat de produits et services militaires américains.

La première subvention dans le cadre de cet accord a été versée en octobre 2008, pour l'année fiscale 2009, pour un montant de 2,55 milliards de dollars. Pour arriver au total de 30 milliards sur 10 ans, le montant annuel va devoir être augmenté progressivement jusqu'à 3,1 milliards pour l'année fiscale 2013. Et ceci va se poursuivre jusqu'à l'exercice 2018.

Israël est de loin le bénéficiaire le plus important de l'aide étrangère US. Depuis 1949, les Etats-Unis ont fourni à Israël un total de 101 milliards de dollars d'aides, dont 53 milliards en aide militaire. Pour les 20 dernières années, Israël a touché une moyenne annuelle de 3 milliards de subventions ; jusqu'à présent, ces subventions mêlent aide économique et aide militaire.

Israël reçoit ces aides à des conditions infiniment plus favorables que n'importe quel autre bénéficiaire. L'Egypte, par exemple, reçoit 2 milliards de dollars par an en aide économique, mais il s'agit-là d'un prêt et il doit donc être remboursé. L'Arabie saoudite possède aussi un équipement militaire US dans son arsenal mais elle a acheté et payé cet équipement, il ne lui fut pas remis gracieusement comme pour Israël.

On peut prétendre que l'aide à Israël bénéficie aux Etats-Unis du fait qu'Israël se doit d'acheter du matériel militaire fabriqué ici aux Etats-Unis. Mais ce réinvestissement de l'argent fédéral dans l'industrie de l'armement n'est pas la manière la plus judicieuse pour stimuler la reprise économique générale. En réalité, en pleine crise économique, s'engager sur le long terme avec une obligation d'une telle ampleur est hautement irresponsable. Quand Israël agresse les Palestiniens, comme il l'a fait récemment à Gaza, ses outils de destruction ce sont les Jet et les hélicoptères d'attaque US, les missiles US, le phosphore blanc et les bulldozers Caterpillar fabriqués aux USA. Toute cette destruction avec les fabrications américaines est clairement identifiable dans les émissions de télévision de tout le monde arabe et musulman, où les téléspectateurs se font régulièrement une cure d'informations montrant des civils palestiniens assassinés par les armes fabriquées aux USA. C'est au sein de cette vaste population, qui se sent une affinité avec les Palestiniens et elle-même agressée par les Etats-Unis, que des terroristes comme Osama Bin Laden peuvent faire des recrues.

La loi américaine pour l'aide étrangère [Foreign Assistance Act] stipule qu'aucune aide ne doit être fournie à un pays qui s'engage dans un système permanent de violations des droits de l'homme. Justement, Israël est accusé par des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International et Human Rights Watch de telles violations pendant l'agression contre Gaza et lors d'attaques antérieures. Israël agit également en

contradiction de la loi américaine sur le contrôle de l'exportation des armes [Arms Export Control Act], qui stipule que l'armement états-unien ne doit être utilisé que pour la « sécurité intérieure ».

Toute cette masse d'armements porte en outre gravement atteinte à la mission des médiateurs américains pour la paix, tel l'ancien sénateur George Mitchell récemment désigné par le président Obama comme envoyé au Moyen-Orient. Aussi longtemps qu'Israël restera assuré d'obtenir un lot annuel d'armements de milliards de dollars, il ne sera en aucune manière incité à se soucier des efforts de médiation de Mitchell, à faire les concessions territoriales nécessaires pour arriver à un accord de paix, à arrêter de construire des colonies et d'autres infrastructures dans les territoires palestiniens occupés, ou à cesser ses agressions contre les Palestiniens. En s'engageant eux-mêmes à fournir toutes ces armes, les Etats-Unis sabotent d'une main l'accord de paix qu'ils essaient de promouvoir de l'autre.

Ces détournements des intérêts nationaux US doivent cesser.

[Kathleen et Bill Christison](#)

9 mars

Kathleen et Bill Christison ont écrit sur la Palestine et Israël pendant plusieurs années. Kathleen est l'auteur de deux livres sur la situation palestinienne et la politique US sur cette question, quant à Bill, il a écrit de nombreux articles sur la politique étrangère américaine, la plupart sur CounterPunch.

Ils sont aussi co-auteurs d'un livre à paraître en juin chez Pluto Press sur l'occupation israélienne et ses conséquences sur les Palestiniens, avec plus de 50 de leurs photographies. Il y a trente ans de cela, ils étaient tous deux analystes politiques à la CIA. Ils sont membres de la coalition Stop \$30 Billion, à Albuquerque, Nouveau Mexique.

Ils peuvent être joints à l'adresse : kb.christison@earthlink.net.

<http://alternatives-international.net/article3056.html>

2-5 Charles Freeman (le préféré d'Obama) démissionne à cause du lobby pro-israélien.

Obama à l'AIPAC (lobby pro-israélien). : La politique extérieure américaine n'est pas prête de se libérer du contrôle israélien.

Le candidat Charles Freeman à un poste élevé dans le renseignement étatsunien a renoncé à sa nomination après avoir accusé le lobby israélien dans le pays de « toucher les tréfonds du déshonneur et de l'indécence » pour démolir sa personne.

Charles « Chas » Freeman, ancien ambassadeur US qui est maintenant président du « think-tank » [groupe de réflexion] « Conseil Politique pour le Moyen-Orient » (MEPC) avait d'abord fini par accepter de présider le Conseil National du Renseignement, qui coordonne des évaluations sur des questions de sécurité nationale .

Mais le mardi il a renoncé à sa nomination à la suite de ce qu'il a appelé « un barrage de distorsions diffamatoires » de sa biographie par le lobby israélien aux Etats-Unis.

« Les propos diffamatoires tenus contre moi et les courriels aisément traçables montrent de façon probante qu'il y a un puissant lobby déterminé à empêcher toute opinion différente de la sienne de s'exprimer » a déclaré Freeman.

« La tactique du lobby israélien touche les tréfonds du déshonneur et de l'indécence et impliquent un assassinat de la personnalité, de fausses citations sélectives, la distorsion volontaire du passé, la fabrication de mensonges et une indifférence absolue pour la vérité.

« Le but de ce lobby est de contrôler le processus politique via l'exercice d'un veto sur la nomination de gens qui contestent la sagesse de leurs vues, la substitution de l'exactitude d'analyse et l'exclusion de certaines voire de toutes les options de décision par les Américains et par notre gouvernement autres que celles qu'ils privilégient ».

Revers pour Obama

Les opposants n'ont pas tardé à souligner que le retrait de Freeman n'était que le dernier d'une série de revers personnels pour Barack Obama, car le président se bat pour pourvoir son administration en personnel. Pete Hoekstra, le républicain dirigeant au Comité du renseignement de la Chambre des représentants, a parlé d'encore une « autre panne dans le processus d'accréditation de l'administration Obama, une de plus dans une longue série de faux-pas ».

Freeman, qui disait en 2007 : « la brutale oppression des Palestiniens par l'occupation israélienne ne montre aucun signe de répit » était critiqué par certains membres du Congrès pour des remarques considérées comme critiques d'Israël.

Citations de Freeman :

2007 : « la brutale oppression des Palestiniens par l'occupation israélienne ne montre aucun signe de cessation »
2007 : « Israël est encore plus méprisé et isolé que nous ne le sommes, et avec les Israéliens, nous sommes en train de multiplier rapidement les rangs des terroristes avec une portée régionale et globale ».

Mais il ripostait mardi devant des partisans : « Il est évident que nous américains ne sommes plus capables de mener une sérieuse discussion publique ou d'exercer un jugement indépendant sur des problèmes de grande importance pour notre pays aussi bien que pour nos amis et alliés ».

Max Blumenthal, blogueur et journaliste au *Daily Beast website*, et qui a suivi le processus de la nomination de Freeman, a dit à Al Jazeera que son retrait était une « défaite catastrophique pour l'administration Obama ».

« Que se passerait-il si le lobby israélien gagnait ? » dit-il.

« Ce que [Freeman] a dit de plus remarquable dans sa déclaration, c'est qu'apparemment l'administration Obama ne sera pas capable de dicter sa propre politique au Moyen-Orient et qu'il en fait porter la faute directe au lobby israélien ».

Blumenthal dit que le lobby israélien a « furieusement envoyé des courriels à des reporters bien disposés, diffamant [Freeman] en public » et que « des décisions politiques sont entrées en jeu par rapport aux vues [de Freeman] sur Israël et qu'essentiellement sa nomination a été torpillée ».

Ce fut la « première fusillade totale [du lobby israélien] et il a réussi parce qu'il savait que l'élément politique à la Maison Blanche pourrait se passer de Freeman, ayant besoin de courtiser le lobby israélien, besoin de son argent pour des batailles au Sénat » ajoute-t-il.

Liens avec la Chine et l'Arabie saoudite

Freeman a été ambassadeur en Arabie saoudite, il a également servi comme secrétaire adjoint en matière de Défense et comme diplomate de haut rang en Chine.

L'amiral Dennis Blair, directeur des services de renseignement qui a choisi Freeman pour son poste de conseiller, l'avait défendu au Congrès ce mardi comme un homme « ayant des opinions tranchées, un esprit inventif et un point de vue analytique ».

Blair a dit qu'il préférerait cela à des « jugements bouillis et prémâchés ».

Mais les critiques de Freeman perçues comme anti-israéliennes ainsi que ses liens avec la Chine et l'Arabie saoudite ont provoqué la controverse.

Freeman travaillait au comité consultatif international de la Corporation d'état China National Offshore Oil lorsque celle-ci, en 2005, fit une offre pour la firme US Unocal, contrecarrée par des protestations au Congrès.

Son *think-tank* MEPC reçoit des fonds de l'Arabie saoudite.

Freeman dit qu'il avait démissionné de toutes ses activités privées avant de décider d'accepter le poste au Conseil du renseignement.

Après le retrait de Freeman, le bureau de Blair a déclaré accueillir sa décision « avec regret ».

11 mars 2009

Al Jazeera.net - Vous pouvez consulter cet article ici : <http://english.aljazeera.net/news/a...>

Traduction de l'anglais : Marie Meert

Sent: Sunday, March 15, 2009 6:31 PM

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6283

2-6 Abdallah Al-Achaal : Netanyahu à nouveau dans la région.

En Israël, seuls les hommes de politique qui croient aux principes du projet sioniste apparaissent sur la scène politique.

Ce projet consiste à s'accaparer de la Palestine, à annoncer l'instauration d'un Etat purement sioniste et à chasser les Palestiniens de leurs terres.

Il est également question d'assumer le rôle fonctionnel de ce projet dans la région arabe. Ce qui nécessite de dominer tous les membres du corps arabe, de contrôler les interactions arabes avec le soutien des superpuissances, et de casser l'épine des Etats qui s'opposent à Israël et défient l'hégémonie israélienne sur la région. Quant à la différence entre les personnalités israéliennes, elle consiste en la méthode de la réalisation de ces objectifs. Donc, ceci signifie que la classification de la scène israélienne en droite, gauche et droite extrémiste n'a aucun sens pour les Arabes. Cette classification ne peut avoir qu'une seule signification en ce qui concerne la scène politique actuelle. La suivie de la courbe du projet sioniste face au projet arabe prouve clairement l'effondrement du projet arabe en 1967, qui a ensuite été remplacé par la résistance arabe.

Alors qu'au départ, le projet arabe visait à dominer le projet sioniste, l'objectif de la résistance s'est rétréci à poser des obstacles sur la voie de l'élargissement du projet sioniste.

Et voilà que le projet sioniste est en train de se propager sur les terres palestiniennes, alors qu'il a également réussi à bouleverser le monde arabe.

Avec cet arrière-plan général ; il serait naïf de devenir pessimiste parce que la droite ou la droite extrémiste a accédé au pouvoir, ou devenir optimiste parce que c'est la gauche qui a accédé au pouvoir. Ni la droite ni la gauche n'a de signification dans le dictionnaire arabe, puisque tout le monde est devenu prêt à faire couler le sang arabe pour contenter le projet sioniste. L'unique chose qui nous concerne est de savoir que plus le peuple israélien perd confiance en son armée et le pouvoir dans le pays, plus il se dirige vers l'extrémisme pour réaliser son objectif.

La preuve est qu'il est évident que la crédibilité de l'armée israélienne a connu un recul important lors de la guerre avec le Hezbollah en 2006 et en 2008/2009 face au Hamas. En effet, les villes israéliennes sont attaquées quel que soit le niveau médiocre des missiles employés. De plus, les opérations martyrs, qui se sont concentrées pendant l'intifada d'Al-Aqsa, ont fait l'effet d'un tremblement de terre en Israël.

C'est alors qu'Israël a eu recours à Sharon qui a parfaitement concrétisé la férocité sioniste historique. Et pour ce qui est des dernières élections, l'électeur israélien a eu recours à Levni qui ne supporte ni les Arabes ni Hamas et à Netanyahu qui s'est consacré à éliminer définitivement la résistance arabe. Il semble que Netanyahu a beaucoup appris pendant son mandat entre 1996 et 1999, quand ces comportements avaient mis le président Clinton en colère, empêchant l'instauration de 2 Etats, comme le désirait Israël, en particulier Sharon, les Etats-Unis et le monde entier. En réalité, Netanyahu jouit d'une imagination fertile se basant sur l'idée que la cause palestinienne ne peut être résolue de façon à satisfaire les Arabes et les Juifs en même temps, et qu'il ne s'intéresse pas à satisfaire les Arabes puisqu'ils sont faibles.

De plus, il veut que son nom figure en tête de la liste du temple sioniste. C'est pour cela qu'il a décidé de penser à la Syrie d'une perspective de paix et à l'Iran d'une perspective de guerre. C'est ainsi qu'il sème la discorde entre les alliés, d'un côté par la force et de l'autre par la diplomatie, alors que ces alliés là constituent le principal soutien de la résistance palestinienne.

Comment Netanyahu peut-il réussir entre cette théorie qui n'accorde aucun intérêt à la cause palestinienne et ne veut rien présenter dans la direction de la solution des 2 Etats et entre la position diplomatique internationale, arabe et israélienne qui trouve une issue dans la solution illusoire des 2 Etats ?

Et en parallèle, plus de territoires arabes seront annexés par la colonisation et la résistance palestinienne sera opprimée. Cependant, l'objectif de fonder un Etat palestinien reste un objectif exemplaire.

De son côté, Shimon Pérès a défendu avec acharnement la solution des 2 Etats dans les articles qu'il a publiés le 10/2/2009 dans le Washington Post, présentant de nombreux prétextes justifiant son choix.

C'est pour cela que Netanyahu fait de son mieux pour convaincre Washington de 2 questions, bien que la mission semble difficile. La première consiste à anéantir les capacités nucléaires et militaires de l'Iran, tant que celui-ci ne veut pas y renoncer volontairement. Or, ceci va totalement à l'encontre de la nouvelle stratégie d'Obama et aurait très bien convenu à la politique de Bush. Le deuxième point, autour duquel les opinions de Washington et de Netanyahu peuvent diverger, concerne la résolution de la cause palestinienne.

Selon Obama, l'accalmie dans la région commence par une solution raisonnable de la cause palestinienne.

Netanyahu réussira-t-il alors à convaincre Obama, bien que la tendance générale parmi les juifs américains soit largement en accord avec le point de vue d'Obama ? Ou est ce l'Administration d'Obama qui imposera sa vision, en particulier après la publication du rapport de Georges Michel qui a insisté sur le fait que la résolution du Conseil de sécurité se base sur l'arrêt de la colonisation ? Obama pourra-t-il convaincre Netanyahu malgré le choc inévitable ?

En réalité, la situation a besoin d'un suivi minutieux et d'un travail sérieux pour parvenir à une vision arabe cohérente au niveau officiel et populaire, puisque le danger nous entoure de partout et que toute la région est exposée à un cycle complet de mutations historiques et géographiques.

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/3/11/opin4.htm>

2-7 M. Ahmad Makram : Une mauvaise surprise !

Il semble qu'un changement important est survenu sur la nature du problème démographique en Israël. Ce changement est à même de bouleverser certaines convictions et idées, sur lesquelles les Arabes avaient longtemps compté. Les Arabes étaient convaincus que le temps œuvrait à leur intérêt, quelle que soit l'intransigeance d'Israël ou le temps qu'il restera dans les territoires occupés. Et ce parce que les taux de fertilité chez les habitants palestiniens au sein d'Israël et en Cisjordanie sont de loin plus élevés que ceux des habitants juifs d'Israël. Par conséquent, dans quelques décennies, dans 50 ans au maximum, le nombre des Arabes dépassera celui des juifs. Ces derniers se trouveront alors obligés d'accepter la réalité démographique qui s'imposera inéluctablement. Il deviendra alors impossible de parvenir à une formule de coexistence entre la majorité arabe et les habitants juifs dans le cadre d'un seul pays où tous les habitants ont le droit de vote et de candidature selon une seule voix pour chaque citoyen. C'est ainsi que se répétera ce qui s'est passé en Afrique du Sud, lorsque la minorité raciste blanche n'a trouvé d'autre alternative que de reconnaître le droit de la majorité noire de diriger le pays, car les critères de l'époque ne leur permettront pas d'exterminer les citoyens noirs qui représentent la majorité des habitants.

C'est à cause des dangers que représente le problème démographique sur l'avenir d'Israël qu'Ariel Sharon s'était empressé de se retirer de la bande de Gaza et de l'évacuer de tous les colons. Conserver Gaza, qui représente en soi un lourd fardeau au sein d'Israël, représentait une menace au judaïsme de l'État hébreu, surtout avec la hausse des taux de croissance démographique des Palestiniens. Le retrait de la bande de Gaza faisait partie d'un large plan visant à renforcer la majorité juive à l'ouest du Jourdain, au sein d'Israël et en Cisjordanie et à réduire au minimum la croissance démographique arabe afin de conserver aux Juifs leur majorité démographique. Et ce, même si ceci survient dans une étape ultérieure à travers l'exode obligatoire des habitants arabes vers la bande de Gaza ou vers l'État palestinien prévu, comme le réclame le leader du parti Israël beiteinou, Avigor Liberman. Le Bureau central des statistiques en Israël a dernièrement publié ce qu'il a considéré comme bonne nouvelle pour les Israéliens pouvant servir de fondement à une nouvelle politique démographique. Il a déclaré que le nombre d'habitants juifs au sein d'Israël et de la Cisjordanie avait augmenté entre 1995 et 2007 de 117 mille habitants, avec un taux de croissance de plus de 45 %, à cause de l'augmentation des naissances chez les immigrants provenant de l'Union soviétique. Ce alors que la hausse démographique des Arabes d'Israël et des habitants de la Cisjordanie est restée dans les alentours de 39 mille habitants, à cause de nombreux changements ayant influencé le taux de croissance démographique chez les Arabes. Les plus importants sont l'immigration en dehors d'Israël et de la Cisjordanie, le planning familial dans les nouvelles familles palestiniennes à cause des mauvaises conjonctures économiques, du recul de l'âge du mariage, de la croissance de l'éducation de la femme et de la hausse des divorces dans les nouvelles familles.

Dans le cadre de ces nouvelles réalités, le Bureau israélien des statistiques a invité le prochain gouvernement israélien à adopter de nouvelles politiques démographiques. Ce afin de renforcer la majorité juive au sein d'Israël et en Cisjordanie, d'encourager l'immigration des juifs à partir des pays du sud de l'Afrique et de l'Amérique latine, d'augmenter les facteurs d'attraction des habitants juifs au sein de Jérusalem, à travers l'augmentation des investissements et des offres d'emploi et enfin de fonder une organisation mondiale juive chargée d'augmenter les taux de fertilité au sein de la famille juive.

Malgré ces réalités retentissantes qui peuvent changer radicalement les données de la pensée arabe autour du

problème démographique en Israël, aucun centre d'études arabe ou palestinien, malgré leur grand nombre, n'a émis de commentaires.

M. Ahmad Makram

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/3/11/opin2.htm>

2-8 Chems Eddine Chitour : Les lobbys d'Israël: La vraie force d'Israël.

«Ou bien je définis la politique sur le Moyen-Orient ou bien c'est l'Aipac qui le fait.»

Zbigniew Brzezinski, conseiller à la National Security de l'administration Carter

On a tout dit d'Israël, pays "sûr de lui et dominateur!" pour reprendre l'expression du général de Gaulle On est tenté à première vue de convoquer la religion pour expliquer comment cette «religion du Livre» se veut singulière à nulle autre pareille. La logique actuelle d'Israël et de ses lobbys est de diaboliser au nom de l'antisémitisme- qui ne concerne pas les Arabes, autres sémites pourtant- toute tentative de critique d'Israël. La moindre critique de l'Etat d'Israël et de la doctrine sioniste est ipso facto traitée d'antisémitisme. La liste des victimes de cet oukase ne s'arrête pas de s'allonger. Souvenons-nous des procès de la Licra contre l'abbé Pierre, Garaudy, même le philosophe Edgard Morin, juif de naissance dont Esther Benbessa a dit, à juste titre, que c'était un «Juste parmi les Justes».

On l'aura compris: personne n'échappe à la censure même les juifs de naissance et il s'en trouve, qui n'accepte pas cette chappe intolérable qui veut que tout ce qui critique Israël est assimilé à une critique des juifs. C'est à croire que toute l'énergie de ces inconditionnels est de traquer les contrevenants à la «Loi». Si malgré leur meilleure volonté, les gardiens du «Temple» ne peuvent trouver nulle part des actes antisémites, alors il leur faut réanimer les horreurs du passé en rappelant qu'elles peuvent se reproduire à tout moment. Cela explique le flot ininterrompu de films et d'émissions de TV toujours neufs sur l'antisémitisme du national-socialisme et des efforts zélés pour mettre au pilori de réels ou imaginaires néo-nazis. A la base de toute la tradition juive on trouve l'idée que les juifs tout au long de l'histoire ont été continuellement torturés et persécutés Le traumatisme résultant de la peur de voir à nouveau se répéter ces atrocités est exploité à fond par les sionistes.

On rappelle quotidiennement aux juifs qu'ils vivent dans un monde hostile(!), que la peur et la crainte font partie de leur identité, de leur nature. De nombreux juifs souffrent de cette peur continue. Ils voudraient, disent-ils, vivre comme des hommes normaux, psychologiquement sains, psychologiquement équilibrés... Alors intervient le sionisme! et ce sionisme les sermonne, l'index levé: «Pensez que vous êtes juifs!, que vos prochains vous détestent et qu'ils peuvent à chaque moment fomenter de nouveaux pogroms et vous pousser dans de nouvelles chambres à gaz. Votre seule protection consiste à posséder votre propre patrie, Israël, et à y trouver refuge. Pour cela, Israël doit survivre malgré ses ennemis.» Cette peur irrationnelle touche particulièrement les juifs qui s'engagent en faveur du sionisme alors que ceux qui sont pour le socialisme et surtout ceux qui participent au domaine scientifique et médical y sont moins sujets. Le fait que le sionisme considère l'assimilation comme le danger le plus mortel ressort des mises en garde continues des dirigeants sionistes le boss sioniste Nahum Goldman a dit le 30 décembre 1964 lors du 26e Congrès sioniste mondial à Jérusalem: «L'assimilation représente pour l'existence éternelle du peuple juif un danger plus grand que ne l'ont été dans le passé les persécutions, inquisitions, pogroms et l'holocauste» (cité d'après le Monde du 1.1.1965).

Cette citation prouve l'existence d'un traumatisme racial mélangé d'anxiété chez les sionistes. En son temps, la publication du livre Le juif international de Henry Ford, en 1920, a eu l'effet d'une bombe sur la scène politique américaine. Dans son livre, il révèle que les juifs contrôlent plus de 90% des médias aux USA et qu'ils abusent de ce pouvoir pour imposer aux non-juifs une réelle dictature à l'échelon mondial. «Les politiciens et les généraux américains sont menés par le puissant lobby juif israélien aux USA», révèle déjà le titre d'un intéressant article du Herald Tribune du 7 juillet 1987. Selon cet article, le lobby juif est devenu aux Etats-Unis, d'année en année, de plus en plus puissant et dominant. Le seul président des Etats-Unis qui osa braver le pouvoir sioniste, au moins dans un cas important, fut Dwight D. Eisenhower. Celui-ci jouissait en tant qu'ancien général des Forces Alliées du plus haut prestige dans son pays. En 1956, lors de la Guerre de Suez, Eisenhower força Israël avec les Français et les Anglais à se retirer des territoires occupés, faute de quoi il menaçait de couper immédiatement toute aide des Etats-Unis. (...)

«Personne, écrit Rodrigue Tremblay, ne peut comprendre ce qui se passe politiquement aux USA sans être conscient qu'une coalition politique des principaux groupes pro-Likoud, des intellectuels néo-conservateurs pro-israéliens et des sionistes chrétiens, exerce une influence terriblement forte sur le gouvernement US et ses politiques. Avec le temps, ce vaste lobby pro-israélien, dont le fer de lance est l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), a étendu l'ensemble de son emprise sur de grandes parties du gouvernement US, y compris le bureau du vice-Président, le Pentagone et le département d'Etat, en plus du contrôle de l'appareil législatif du Congrès. Il est assisté dans sa tâche par de puissants alliés au sein des deux principaux partis politiques, des grands médias et quelques boîtes à idées ("think-tanks") richement financés, comme l'American Enterprise Institute, la Heritage Foundation, ou le Washington Institute for Near East Policy. Les techniques de l'AIPAC sont si efficaces qu'on peut facilement avoir l'impression que c'est "un gouvernement parallèle" à Washington DC. (...) Ainsi, qui pourrait blâmer l'AIPAC d'être convaincue qu'elle tient en laisse le Congrès US? Si l'AIPAC était une entreprise, l'AIPAC a une telle emprise sur Washington que quelquefois on peut être pardonné de confondre Tel-Aviv et Washington DC. »

« Un exemple récent: L' AIPAC a rédigé une résolution de soutien à Israël dans ses bombardements sauvages et illégaux sur le Liban. Le 20 juillet 2006, la résolution fut votée à l'unanimité par les 100 membres du Sénat, et le vote de la Chambre fut de 410 à 8. L'affaire est entendue.(1) «Pendant de nombreuses années, l'influence du lobby resta indécélable, ignorée ou dissimulée par les médias qu'il contrôlait et par la plupart des commentateurs.

Pourtant, le 10 mars 2006, deux respectés spécialistes américains, les professeurs Stephen Walt de l'université de Harvard et John Mearsheimer de l'université de Chicago publièrent une étude dans *The London Review*, intitulée *The Israël Lobby and U S Foreign Policy*, au sujet de l'influence disproportionnée que ce lobby d'intérêts particuliers a sur la politique étrangère US. Un autre exemple du type de pouvoir que le lobby détient de nos jours à Washington DC est son succès dans l'établissement au sein du département d'État, avec l'argent des contribuables, d'une agence d'intérêts particuliers, appelée l'Office of global anti-Semitism consacrée à la surveillance autour du monde des cas, entre autres choses, de critique d'Israël ou des politiques US pro-Israéliennes.»(1) La même technique existe en France puisque le ministère de l'Intérieur «coordonne avec le Crif» la traque aux actes antisémites.

Dernière prouesse en date de l'AIPAC: L'administration Obama avait choisi le diplomate Charles W. Freeman pour occuper le poste de président du «National Intelligence Council», qui émet des avis à la Maison-Blanche sur les questions de sécurité. Il vient de renoncer à ce poste en accusant les lobbys pro-Israéliens d'avoir mené une violente campagne contre lui. Le *New York Times* a donné cette nouvelle le lundi 10 mars. Dans un message publié mardi 11 octobre 2008 sur le site du *Foreign Policy* magazine, Freeman a blâmé les lobbys pro-Israéliens. «La tactique de ces lobbys, a-t-il dit, touche le fond du déshonneur et de l'indécence. Elle procède de l'assassinat de la personnalité, de la citation inexacte et sélective, de la distorsion volontaire de l'enregistrement, de la fabrication de mensonges, et d'un total mépris de la vérité.» Al Jazeera pour sa part, a publié une déclaration de Freeman mardi 11 mars: «Il est facile de voir d'où viennent les e-mails diffamatoires qui me concernent. Ceci montre qu'un puissant lobby est déterminé à empêcher d'émettre tout autre point de vue que le sien. Le but de ce lobby est de contrôler le processus politique. Pour cela il exerce un veto sur la nomination de personnes qui contestent la validité de ses points de vue, il remplace l'analyse politique par ce qu'il juge politiquement correct, et pour préparer les décisions de notre gouvernement il exclut toutes les options autres que celles qui ont sa faveur.»

En fait, dans chaque pays occidental les lobbys veillent au grain. A titre d'exemple, La Fédération Sioniste de Grande-Bretagne et d'Irlande «The Zionist Federation of Great Britain and Ireland» créé en 1899 a pour but non seulement de veiller sur les juifs britanniques mais aussi de faciliter leur «Alya» vers Israël. Un homme qui a été agressé, lundi 19 janvier, à Londres a amené Jonathan Hoffman, vice-président de la «Zionist Federation of Great Britain», l'équivalent du CRIF en Angleterre, à déplorer que le gouvernement britannique ne s'investisse pas outre mesure dans le combat contre la montée de l'antisémitisme dans le pays. Le CRIF n'est pas en reste, il semble que le président du CRIF ait téléphoné au président Sarkozy pour s'opposer à la nomination de Hubert Védrine, trop proche des Arabes. A la place, un forcing a été fait pour le porteur de sac de riz devant les caméras. On l'aura compris: il s'agit de Bernard Kouchner.

Le dîner 2009 du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) le 2 mars, écrit Dominique Vidal aura, battu tous les records, d'affluence (plus de 1000 participants), de représentativité (le Premier ministre François Fillon et le gros du gouvernement comme de la classe politique, sauf le PCF et les Verts, non invités), d'oecuménisme (les dignitaires des principales confessions, Islam compris). Même le président de la République, dont l'Élysée avait annoncé l'absence, a fini par passer une demi-heure, de retour d'Égypte. Le président Richard Prasquier et, à sa suite, le chef du gouvernement, auront, hélas, battu un autre record: celui de la manipulation politique et idéologique. Rien de plus légitime, pour le CRIF, que d'appeler à la vigilance contre les manifestations d'antisémitisme, qui se sont multipliées, explique-t-il, pendant l'offensive israélienne contre Gaza. L'expérience du début des années 2000 incite toutefois à manier prudemment les chiffres, à ne pas mélanger courriels, graffitis et violences contre des fidèles ou des lieux de culte, à ne pas accuser en bloc et sans la moindre preuve les jeunes Français d'origine arabe ou de religion musulmane, eux-mêmes victimes de nombreuses agressions racistes ou islamophobes - sans oublier la répression au faciès...(2)

Faisant dans l'amalgame, le président actuel du CRIF tire sur tout ce qui bouge. Là où la légitimité s'arrête, poursuit Dominique Vidal, c'est quand M. Prasquier, malheureusement suivi par le Premier ministre, dénonce comme antisémites les participants aux défilés de solidarité avec Ghaza, allant jusqu'à exclure de son dîner les Verts et le Parti communiste français - PCF (1), accusés de «ne pas s'être élevés contre le kidnapping (sic) des manifestations par des mouvements islamistes, avec des slogans antijuifs». Quiconque y a pris part sait pourtant que ces débordements furent à la fois marginaux et unanimement condamnés. Quant à l'issue d'un cortège du CRIF, le 7 avril 2002, les nervis du Betar et de la Ligue de défense juive (LDJ) s'en prirent aux passants d'origine arabe, accusa-t-on M. Roger Cukierman, alors président du CRIF, d'avoir conduit une «ratonnade»? Question toujours d'actualité: qui protège la LDJ, interdite aux États-Unis et en Israël, mais autorisée en France malgré ses violences récurrentes? Loin d'être un signe de force, ces dérapages du CRIF révèlent sa faiblesse. Ses dirigeants n'ont certes pas renoncé à pratiquer le chantage à l'antisémitisme pour mieux défendre la politique israélienne. Dernière preuve en date: dans le climat du dîner, M. Fillon s'est cru obligé de menacer de boycotter la seconde conférence des Nations unies sur le racisme à Durban, si Israël y était «stigmatisé»! (2)

A juste titre, des juifs citoyens français se sont soulevés contre cette politique de racisme. Écoutons le témoignage suivant: «L'antisémitisme est une abomination. Il est synonyme de racisme envers les musulmans et les Juifs, tous deux sémites. Et justement, je reviens au sujet du jour, une question me taraudait: pourquoi les émissions religieuses sur France 2 accordaient-elles à l'époque 45 mn aux juifs, et seulement 30 aux Musulmans, alors qu'ils étaient presque dix fois plus nombreux? (...) Donc, les musulmans et les juifs sont sémites. Le racisme est une abomination,. Ce sont les politiques que je juge. L'obscurantisme est trop souvent le lot des Arabes, et les potentats locaux ne se comptent plus parmi eux. Mais ils sont rarement impérialistes, ils provoquent peu de guerres, ils n'ont jamais persécuté les individus comme nous l'avons fait notamment à travers la Shoah, ils ne divisent pas pour régner...»(3)

«Or, le repas du Crif vient d'avoir lieu. Saviez-vous qu'il s'agit d'une institution bien française, très parisienne? L'Angleterre de Sa Majesté, par exemple, n'a pas son repas communautariste annuel. (...) Drôle de République, en vérité! La communauté juive a tous les droits, tous les honneurs, on se prosterne devant elle, c'est la vache sacrée française. Pas touche mon Juif! (...) A quatre pattes devant la communauté juive. Toutes les portes s'ouvriront. Rachida Dati ou Fadela Amara sont des musulmanes qui ont compris qu'il était plus important, aujourd'hui, de faire sa révérence devant un membre du CRIF que de la communauté musulmane ou noire. C'est ainsi. Et le must du must, c'est de montrer sa frimousse au repas annuel du CRIF. Tous les politiques, toutes les célébrités, y vont. Même à contrecœur! Il faut se montrer. Passage obligé. Malheur aux absents!»(3)
Chacun comprend en définitive que la politique des puissances occidentales se décide au sein des puissants lobbys juifs dont le pouvoir repose sur l'argent, les médias et l'intelligence. Il faut le reconnaître, une grande partie des prix Nobel est de confession juive. Imaginons pour rire le président Sarkozy et tout son staff au dîner de l'UOIF, sans conteste ce sera la révolution de la laïcité, dira-t-on, qui en a pris un coup. Les biens pensants crieront à la nécessité d'un nouveau Poitiers pour arrêter cette peste brune, pour reprendre les mots d'un président du Crif.

1.Rodrigue Tremblay: Aipac, <http://www.thenewamericanempire.com/tremblay=1033.htm>

2.Dominique Vidal: Dérapages du CRIF, relaxe pour Siné Le Monde diplomatique 7 mars 2009

3.Eva Le dîner du CRIF <http://r-sistons.over-blog.com/article-28607690.html> 4 mars 2009

Pr Chems Eddine Chitour

Dimanche 15 Mars 2009

vdida2003@yahoo.fr

http://www.alterinfo.net/Les-lobbys-d-israel-La-vraie-force-d-Israel_a30785.html

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Non au terrorisme de l'État d'Israël contre les peuples Palestiniens et Libanais.

Monsieur le Secrétaire général des Nation-Unies Messieurs les Chefs d'États membres du Conseil de sécurité,
Je condamne le terrorisme, y compris sa forme d'État.

Non au terrorisme de l'État d'Israël contre le peuple palestinien.

Le terrorisme doit être condamné et combattu sous toutes ses formes, particulièrement sa forme d'État, qui est la plus conséquente vus les moyens mis en oeuvre. Aucun terrorisme n'est justifié. Tous les conflits doivent pouvoir être résolus dans le respect des droits de chaque individu, groupe d'individus ou peuple. A ce titre, il revient exclusivement aux Nations-Unies de mener la politique d'éradication du terrorisme dont les principales causes sont les injustices sociales, économiques et politiques.

Nul ne doit pouvoir s'ériger en gendarme du monde et prétendre faire justice à lui tout seul. Il y va de la sécurité de tous les peuples et de leur droit fondamental à vivre en Paix.

Aussi, je suis profondément inquiet de la situation en Palestine où, sous prétexte de sécurité et de lutte contre le terrorisme, l'État d'Israël met en oeuvre des moyens d'État au service d'une politique terroriste d'occupation des plus meurtrières contre le peuple palestinien, de ses biens, de ses moyens d'existence et de développement, visant à l'anéantissement de la mémoire et des structures de la société palestinienne elle-même.

Aussi, je réclame qu'au même titre que les individus ou groupes d'individus, l'État d'Israël soit mis sur la liste noire du terrorisme. Qu'à ce titre, Israël soit privé de tout soutien ou aide financière et économique tant qu'il ne mettra pas fin à sa politique terroriste contre le peuple palestinien et tant qu'il ne respectera pas les résolutions prises par les Nations-Unies et son Conseil de sécurité.

Bien respectueusement.

lundi 19 janvier 2009,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2>

3-2 «A présent, jugeons Tel Aviv ».

Ci joint des extraits de l'interview par Michelangelo Cocco (pour il manifesto) de Gilles Devers, avocat à Lyon, "représentant à La Haye de (450 environ) ONG qui se sont constituées pour amener à la barre le gouvernement Olmert : processus nécessaire pour que les Etats comprennent que l'ordre mondial ne peut pas être fondé sur des crimes contre l'humanité".

Bonsoir,

(...) Nous dirons à Israël : vous avez une conscience, aidez-nous à juger les criminels. En outre la Cour a des moyens de pression, des instruments pour enquêter et recueillir des témoignages. Et si l'enquête devait s'arrêter parce que les responsables matériels n'ont pas été trouvés, nous aurions déjà démontré qu'il y a eu des crimes. Après l'action pénale, viendra celle civile. Israël peut cacher ses officiers et ses ministres, mais pas lui-même".

"La justice doit suivre son cours afin qu'Israël et le monde entier comprennent que les crimes contre l'humanité doivent être exclus de l'ordre public international. (...)

Peut-être avez-vous eu aussi une information sur la "Constitution du Tribunal Russell sur la Palestine - et intervention de Stéphane Hessel".

(Aucun lien avec le BRussells Tribunal).

Il "vise à réaffirmer la primauté du droit international comme base de règlement du conflit israélo-palestinien, et à éveiller les consciences sur la responsabilité de la communauté internationale dans la perpétuation du déni du droit du peuple palestinien.

Dans son fonctionnement, le Tribunal Russell sur la Palestine se basera sur des Comités d'Experts et de Témoins, chargés d'établir les faits et l'argumentaire juridique qui sera soumis au Tribunal. Des Comités Nationaux d'Appui prendront en charge la préparation de rapports d'expertise, assureront la mobilisation populaire et médiatique autour du projet et le développement des moyens et des ressources du Tribunal."

Marie-Ange P: Qui juge qui ? Et de quel(s) droit(s)

Cette initiative est étonnante, parallèle à la Cour pénale internationale... et instituant des *Experts et Témoins* (pourquoi des majuscules ?!).

"Un jury composé de personnes connues et reconnues pour leurs hautes qualités morales"?

Reconnues par qui ?

Qui (s' ?) institue les hautes qualités morales ?!

Question aux représentants de l'Autorité palestinienne (Hind Khoury, Leila Shahid) qui sont déjà dans le processus : les combattants de la résistance palestinienne (tous, Hamas, Fplp et autres) feront-ils aussi partie de ces *personnes reconnues pour leurs hautes qualités morales, ou/et des Experts et Témoins ?*

chargés d'établir les faits et l'argumentaire juridique : enquête et justice parallèles pour *contribuer à une paix juste et durable au Proche Orient ?*

On parle de *conflit israélo-palestinien* et de *perpétuation du déni du droit du peuple palestinien*? Pas d'agression coloniale et de crimes de guerre et crimes contre l'humanité de la part d'Israël ?

Ne pas miner l'autorité de la justice internationale...

bonne soirée

Marie-Ange P.

3-3 La situation sanitaire des Palestiniens s'est nettement détériorée.

'Depuis 2000, les territoires palestiniens occupés ont subi un accroissement de l'insécurité, en raison de l'érosion voire de l'effacement complet de nombreux progrès sanitaires enregistrés jusqu'alors', écrit le rédacteur en chef du Lancet, Richard Horton, résumant une étude de deux ans menée en collaboration avec des Palestiniens, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres agences de l'ONU. 'Ces revers, ajoutés aux offensives israéliennes sur Gaza, ont plongé la région dans une crise humanitaire', ajoute-t-il, suite à cette étude publiée jeudi 5 mars.

Parmi les problèmes les plus aigus, l'enquête pointe du doigt les restrictions au transport imposées par Israël, qui rendent difficile l'accès aux hôpitaux. 'De profondes injustices face à la santé sont dorénavant visibles entre la Cisjordanie et Gaza, des injustices qui ont commencé à se faire jour bien avant que le Hamas remporte les élections en 2006', estime le rédacteur en chef. L'étude cite le cas de 69 Palestiniennes qui, entre 2000 et 2006, ont été contraintes d'accoucher à des check points israéliens.

Les efforts en vue d'établir un système de santé efficace 'restent vains', soulignent les auteurs de l'étude, accusant la 'nature de l'Autorité palestinienne, qui n'a que peu d'autorité dans la pratique et qui est accablée par l'inefficacité, le copinage, la corruption et l'établissement de priorités inadéquates destinées à satisfaire les préférences des organisations humanitaires étrangères'. 'Des conditions semblables existent ailleurs mais, dans les territoires palestiniens occupés, elles sont aggravées et perpétuées par l'occupation militaire', souligne le rapport. L'étude conclut qu'une amélioration de la situation passerait avant tout par 'l'établissement d'un Etat palestinien souverain'.

CPI

13/3

<http://www.aloufok.net/spip.php?article261>

3-4 Interview de Pierre Stambul : " Moi, juif anti-sioniste..."

Tandis qu'à Gaza un fragile cessez-le-feu se maintient depuis le 18 janvier, les négociations se poursuivent pour la mise en place d'une trêve durable entre le Hamas et Israël, de nombreuses voix s'élèvent et demandent des comptes à Israël.

Celle de Pierre Stambul, membre du bureau national de l'Union Juive Française pour la Paix, en est l'une d'elles.

Dans cet entretien, il explique comment l'impunité dont a joui Israël jusqu'à présent a permis le crime.

Le Matin: L'UJFP fait partie de ces voix juives qui s'élèvent en France et en Europe pour critiquer la politique d'occupation israélienne et condamner fermement l'agression criminelle contre la population de Gaza qui a fait plus de 1300 morts, notamment des centaines d'enfants.

Comment votre action est-elle perçue en France?

Dans les manifestations de soutien au peuple de Gaza, les militant-e-s de l'UJFP ont défilé sous leurs banderoles, avec des mots d'ordre : « juifs et arabes ensemble contre l'occupation ».

À Paris, il y a (à toutes les manifestations) une grande banderole commune à l'UJFP et l'ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France). Il y avait aussi une pancarte : « Israéliens contre l'Apartheid » portée par des Israéliens de Paris. Pour les manifestants qui ne nous connaissaient pas, ça a été à la fois une grande surprise et une grande satisfaction. Nos interventions au micro ont été très chaudement applaudies avec émotion et nous avons reçu beaucoup plus d'invitations que d'habitude pour venir parler ou expliquer. Aussi bien devant des publics issus de l'immigration que devant des associations engagées pour la Palestine et même devant des publics de Français d'origine juive qui partagent notre condamnation totale du crime qui vient de se dérouler. Pour l'UJFP, la découverte réciproque avec les Musulmans et les Français d'origine arabe est très importante. Du côté des médias français, globalement, ils continuent de nous ignorer, mais nous avons quand même été interviewés ou filmés à quelques occasions pendant les manifestations.

Du côté du CRIF et des institutions communautaires juives, nous sommes plus que jamais des traîtres « ayant la haine de soi ». Notre existence les irrite.

Ce qui vient de se passer contre le peuple de Gaza confirme notre raison d'être et nos analyses : le sionisme est un obstacle à la paix. La politique de destruction consciente et obstinée menée par tous les gouvernements israéliens contre la Palestine est un crime. Elle est aussi suicidaire à terme pour les Israéliens. Le totalitarisme de ceux qui prétendent que tous les Juifs doivent soutenir les crimes de Tshal est inacceptable.

LM: Le crime à Gaza a été rendu possible grâce au soutien renforcé de l'Union Européenne notamment de la France. Comment analysez-vous ce « permis de tuer » qui a été accordé à Israël?

Tzipi Livni est allée chercher chez Moubarak mais surtout chez Sarkozy le permis de tuer dont elle avait besoin et elle l'a eu sans problème. C'est au forceps que Sarkozy et Kouchner ont obtenu le « rehaussement » des relations entre l'Europe et Israël contre l'avis du Parlement européen. La responsabilité occidentale est totale. C'est l'Europe qui a financé le port ou l'aéroport de Gaza et l'Europe s'est tue quand l'armée israélienne les a pulvérisés. L'Europe a participé au blocus de Gaza, déclaré « entité hostile » par l'occupant. L'Europe a décidé de punir les Palestiniens « d'avoir mal voté » en boycottant le Hamas vainqueur des élections palestiniennes. L'Europe permet que les produits des colonies de Cisjordanie arrivent sans taxe chez le consommateur européen. C'est l'impunité d'Israël qui permet la poursuite du crime. L'Union Européenne et Sarkozy vont bien au-delà de l'impunité. Ils sont complices. La présidence tchèque est allée jusqu'à affirmer que le carnage à Gaza était une action purement « défensive » d'Israël. Pourquoi ? Sans doute, les chefs d'Etats européens adhèrent aux idées de « choc des civilisations » et de « guerre du bien contre le mal » chères à l'ancien président Bush. Israël est devenu une tête de pont de l'Occident au Proche-Orient. Il est significatif de voir qu'en Europe, même ceux qui sont les héritiers politiques des pires antisémites (je pense à certains gouvernements de Pologne ou des Pays Baltes) rivalisent dans le soutien à Israël. Plus de 60 ans après le génocide nazi, il y a consensus chez les dirigeants européens pour faire payer un crime européen (l'antisémitisme, le génocide) aux Palestiniens qui n'ont aucune responsabilité dans ce crime.

LM: Durant les trois semaines de bombardements, de nombreuses manifestations ont eu lieu un peu partout dans les villes françaises, des manifestations d'une ampleur sans précédent. Qu'est-ce qui explique une telle mobilisation selon vous?

L'UJFP est la « composante juive » du mouvement de soutien au peuple palestinien en France. Depuis quelque temps, on désespérait à l'intérieur de ce mouvement de se retrouver toujours entre nous, d'être ignorés des médias. Et puis le massacre de Gaza a provoqué une gigantesque indignation. On a compté le 17 janvier plus de 350000 manifestants dans 100 villes de France. C'est énorme. Pour la population arabe vivant en France que nous avons beaucoup de mal à toucher et à mobiliser, il ne fait pas de doute que le lien s'est fait entre les discriminations subies quotidiennement (travail, salaires, logement, conditions sociales, ghettoïsation, racisme ...) et le sort du peuple palestinien.

De façon générale, en France, l'opinion s'est retournée. Il y a 40 ans, elle était massivement pro israélienne. Plus personne ne considère les Israéliens comme des victimes. Là-dessus les dirigeants politiques qui, honteusement, accourent aux repas ou aux manifestations du CRIF ou qui affichent l'effigie du soldat Shalit sur leurs mairies ne tiennent pas compte de ce retournement de l'opinion en faveur de la Palestine. À nous de savoir transformer ce qui est surtout pour l'instant de la compassion en solidarité active.

LM: Ces manifestations, souvent impulsées par des mouvements ou associations, ont drainé de nombreux Arabes, notamment des jeunes de quartiers, peu coutumiers de ce genre d'expression citoyenne. Quelle analyse faites-vous de ce phénomène? Peut-on parler à ce sujet d'une intrusion nouvelle de cette catégorie de la population dans le champ du politique et de la solidarité internationale?

La population arabe vivant en France est très diverse. Il y a les laïques, les religieux, les associations de quartiers, les associations de jeunes ... Cette population ne s'est jamais bien sentie représentée par des associations françaises, y compris celles qui se battent pour la Palestine. Il y a donc eu en l'espace de quelques jours une véritable appropriation de ce conflit. La première manifestation pour Gaza à Marseille le jour de l'attaque israélienne était appelée par l'UJFP. Nous attendions 200 personnes, il y en a eu 20 fois plus. Les jeunes qui manifestaient pour la première fois sur la question palestinienne étaient nombreux. Bien sûr, il n'est pas sûr qu'ils restent mobilisés durablement alors que cette guerre séculaire est très loin d'une solution équitable. Et puis, la découverte de la solidarité internationale est parfois compliquée. Il y avait dans les manifestations des pancartes « étoile de David = croix gammée ». Tous les membres de l'UJFP sont allés discuter, expliquer que l'étoile de David nous avait été volée par l'Etat sioniste, mais que c'était aussi l'insigne avec lequel nos grands-parents étaient partis à la chambre à gaz. Dans la plupart des cas, les pancartes ont été retirées, leurs auteurs

s'excusant et ne voulant pas nous choquer.

Depuis les manifestations, les liens qui se sont établis ont des suites. L'UJFP participe régulièrement à des rencontres, débats ou soirées culturelles avec des associations arabes ou des associations de quartier.

LM: L'UJFP fait partie de ces centaines de mouvements et ONG qui ont déposé une plainte contre Israël auprès du TPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Pensez-vous que cette démarche a des chances d'aboutir?

Je ne suis pas juriste et je suis donc incapable de savoir quelles suites auront ces actions juridiques. Déjà l'UJFP (avec l'AIC, organisation à la fois israélienne et palestinienne qu'animent Michel Warschawski et Nasser Ibrahim) avait déposé plainte auprès du procureur de la Cour internationale de La Haye (M. Ocampo) contre l'Etat d'Israël pour les crimes commis il y a 3 ans au Liban. Notre plainte n'avait pas été acceptée pour des raisons de forme. Je vais donc répondre sur la question des principes. Pour nous, il est invraisemblable que la même communauté internationale qui trouve normale de juger ceux qui ont commis des crimes en Yougoslavie, au Rwanda ou au Darfour, reste silencieuse après le carnage de Gaza. Nous exigeons donc l'inculpation de Livni, Olmert, Barak ou des généraux israéliens. Pour l'instant nous privilégions une plainte collective auprès de la Cour Pénale Internationale.

Au-delà d'un recours à une justice internationale, il y a la création d'un « tribunal Russel » à l'image de celui qui avait contribué à retourner l'opinion publique mondiale contre les crimes de l'impérialisme américain au Viêt-Nam. Et puis, un certain nombre de pays acceptent d'instruire des crimes qui n'ont pas été commis sur leur territoire. Les plaintes se multiplient et un plusieurs dignitaires israéliens ont désormais peur de voyager. Ils savent qu'ils risquent l'arrestation (comme Pinochet autrefois). Toutes ces initiatives juridiques doivent s'ajouter. Elles vont dans une direction simple : c'est l'impunité d'Israël qui permet la poursuite du crime. C'est pourquoi l'UJFP soutient aussi le BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre Israël tant que durera l'occupation.

LM: En Israël il existe des mouvements pour la paix qui se sont exprimés courageusement durant l'agression contre Gaza. Quelle est la réalité de ces mouvements de contestation et leur impact sur la société ?

La frontière en Israël passe clairement entre les sionistes et les anticolonialistes. Tous les partis politiques sionistes (y compris le Meretz, le parti de la « gauche » sioniste — comme si on pouvait être de gauche et sioniste —), le mouvement « la paix maintenant », les écrivains censés être une « conscience morale » (Oz, Yehoshua, Grossman), tous ont approuvé l'attaque contre Gaza comme ils avaient approuvé celle contre le Liban.

L'attaque contre Gaza a provoqué une très grande émotion chez les Palestiniens d'Israël. Il y a eu plus de 100000 manifestants à Sakhnine, ville palestinienne de Galilée. Les Palestiniens forment 20% de la population israélienne. Les discriminations et les humiliations qu'ils subissent dans un « Etat Juif » qui les considère comme des citoyens de seconde zone ou qui voudrait les expulser (voir le programme de Lieberman) les radicalisent. Aux élections, deux de leurs trois partis ont failli être interdits puisqu'ils sont antisionistes.

Chez les Juifs Israéliens, au plus fort de la guerre, il y a eu 12000 manifestants solidaires avec Gaza. Ce camp anticolonialiste rassemble des personnalités étonnantes (Michel Warschawski, Nurit Peled, Uri Avnery, Amira Hass, Gideon Lévy ...), des historiens, des cinéastes, des associations (anarchistes contre le mur, femmes en noir, refuzniks, Taayush, Betsalem, Rabbins contre l'occupation...). Bien sûr, ils sont minoritaires. Ils ont radicalement rompu avec l'idéologie totalitaire qui prétend parler au nom de tous les Juifs. Ils doivent tout réinventer. Ils ont choisi la rencontre et l'action permanente avec les Palestiniens. Ils ne représentent que 10 ou 15 % de l'opinion publique juive et ils ne sont pas (sauf le Hadash = parti communiste) au Parlement. Je les compare volontiers aux porteurs de valises français pendant la guerre d'Algérie. Certes très minoritaires mais ils ont permis le retournement de l'opinion. Ces anticolonialistes sont les seuls à rendre possible à terme une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice.

Sur l'impact. Il faut savoir qu'un livre comme celui de Shlomo Sand (« Comment le peuple juif fut inventé ») qui met par terre l'idéologie sioniste (en expliquant qu'il n'y a eu ni exil ni retour) est un best-seller en Israël. Il faut savoir aussi que 3 mois avant l'attaque contre Gaza, une liste dirigée un jeune communiste refuznik antisioniste et comportant des Palestiniens avait obtenu 36% des voix aux élections municipales de Tel-Aviv.

LM: Comment expliquez-vous le malaise d'une partie de la gauche française et son aveuglement à l'égard d'Israël, ses hésitations à prendre position dans le sens du droit international, de la justice et de la morale humaine?

L'histoire bégaie. En 1956, une bonne partie de la gauche française votait les pleins pouvoirs aux militaires en pleine guerre d'Algérie et couvrait la gégène sous la surveillance tranquille des « socialistes » Lejeune ou Lacoste. Et c'est un gouvernement « de gauche » (Guy Mollet) qui attaquait Nasser aux côtés de l'armée israélienne. Une partie de cette gauche a toujours été colonialiste et manifeste vis-à-vis des Arabes un racisme certain teinté de condescendance paternaliste.

Vis-à-vis d'Israël, les socialistes français ont toujours considéré les travaillistes comme un parti frère. Leur admiration pour les kibboutz, pour ce pays « démocratique », pour ces « Israéliens qui ont transformé le désert en jardin » reprennent tous les stéréotypes de la propagande sioniste. Cette gauche et les dirigeants israéliens appartiennent au même monde, qui n'est pas celui de l'égalité, du partage ou du refus des discriminations. L'attaque contre Gaza a été rendue possible en Israël par une propagande efficace visant à faire passer le Hamas (après le Hezbollah 3 ans avant) comme des sauvages terroristes qu'on a le droit de tuer. Cette propagande a parfaitement fonctionné aussi en France. On a l'impression que cette gauche n'accepte que des Arabes européanisés, mais qu'elle n'a toujours pas fait son deuil de ses années d'errements colonialistes.

LM: Quels commentaires faites-vous sur le résultat des élections législatives et la percée de l'extrême droite? Qu'est-ce que cela augure pour l'avenir dans cette région du monde?

Ce qui vient de se passer en Israël, c'est un peu comme si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie et que les élections se jouent entre Le Pen, Mégret et De Villiers. Le sionisme a gommé les différences idéologiques. Il y a 80 ans, l'idéologue de la « droite » sioniste, Vladimir Jabotinsky, prônait déjà le « transfert », c'est-à-dire le nettoyage ethnique et l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain. La « gauche » sioniste, alors majoritaire ne le disait pas mais dans les faits, elle a participé à tous les crimes contre les Palestiniens : la Naqba, la colonisation, la répression de l'Intifada, le mur, les guerres ...

Ce sont trois factions héritières de Jabotinsky qui ont gagné les élections israéliennes et il faut vraiment que les médias soient « à la botte » pour qualifier Kadima, le parti fondé par le criminel de guerre Sharon de « centriste ». Kadima est pour un Etat Palestinien, mais sans Jérusalem, sans la vallée du Jourdain, sans Ariel, sans Maale Adoumim, sans les blocs de colonies. Bref des bantoustans éclatés. Nétanyahou est contre tout Etat Palestinien, mais comme ceux-ci forment 47% de la population entre Méditerranée et Jourdain, il s'apprête à officialiser l'Apartheid. Et Lieberman confond allègrement Israël et la boîte de nuit où il était videur. Il veut que les Palestiniens « prêtent allégeance » au dieu sionisme. Sinon, il réalisera les buts de Jabotinsky. Comme Israël est totalement incapable, sur ces bases, de négocier ou même de faire semblant, ce gouvernement ne durera probablement pas très longtemps.

Il faut ajouter que l'un des dommages collatéraux de l'attaque contre Gaza a été l'affaiblissement politique, peut-être définitif de Mahmoud Abbas, très critiqué pour avoir maintenu un cadre de « négociations » sans issue. Il est significatif que, incapable de proposer quoi que ce soit sur la Palestine, Nétanyahou avance comme point n°1 de son programme ... une attaque contre l'Iran.

LM: L'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche peut-elle modifier la donne ?

Je répondrai en mon nom personnel, car il y a eu des manifestations d'enthousiasme, à mon sens tout à fait excessives, dans l'UJFP lors de l'élection d'Obama.

D'abord il y a les faits. Si Obama avait voulu empêcher le crime commis à Gaza, un mot suffisait et il n'a rien dit. L'argument « il n'y a qu'un seul président » ne tient pas. Avant d'être élu, Obama a visité l'AIPAC, le lobby sioniste américain (sinon, il n'aurait pas été élu, disent certains). Son principal conseiller, Rahm Emanuel, est un sioniste convaincu dont le père est un militant du Likoud. La nomination d'Hillary Clinton aux affaires étrangères n'est pas de bon augure. Le journaliste Charles Enderlin qui a raconté heure par heure l'échec des négociations de Camp David montre Clinton agressant Arafat au moment de la rupture en lui annonçant qu'il est « fini » et qu'on lui fera porter la responsabilité de l'échec. Et c'est ce qui s'est passé. L'alliance américano-israélienne n'est pas fortuite et dans cette alliance, le rapport de force est en faveur des Israéliens. Israël est devenu une tête de pont de l'Occident au Proche-Orient. Perdre Israël, c'est perdre l'Egypte, l'Arabie Saoudite, la route du pétrole. Les Israéliens en étaient tellement persuadés que, le premier jour de la guerre de 1967, ils ont coulé un navire de guerre américain, le Liberty. Le message était clair : « nous allons faire la guerre, la gagner, coloniser et non seulement vous n'allez pas nous empêcher de le faire mais vous allez nous réarmer ». C'est bien ce qui s'est passé. Enfin, aux Etats-Unis, il y a 50 millions de « chrétiens sionistes ». Pour ces millénaristes, les Arabes, c'est Armageddon, c'est le mal. Les Juifs doivent les expulser de terre sainte puis se convertir sous peine de disparition. Ces sectes antisémites ont joué un rôle majeur dans le financement de la colonisation. Obama, pas plus qu'un autre, n'est prêt à les affronter.

S'il y a un changement avec Obama, il viendra d'ailleurs. Il ne doit pas être d'accord avec la marginalisation de l'Autorité Palestinienne ou avec l'idée d'une attaque contre l'Iran.

5 mars 2009

[Moyen Orient](#) , [Palestine solidarités](#)

<http://socio13.wordpress.com/2009/03/05/interview-de-pierre-stambul-moi-juif-anti-sioniste/>

3-5 Mundo Obrero : Confessions d'un soldat israélien : « Nous traitons les Palestiniens comme des animaux ».

Dans la société israélienne, les premières voix contre la guerre commencent à s'élever.

Dimanche, une marche à Tel Aviv pour demander la fin des bombardements à Gaza et au Liban. Aujourd'hui, une nouvelle qui touche l'opinion publique : le sergent Itzik Shabbat annonça qu'il refusait de participer à l'offensive contre Gaza. « Je le fais pour m'opposer à cette folie et pour mettre fin à l'illusion que nous sommes tous en faveur de cette guerre inutile basée sur des mensonges », affirma ce jeune réserviste de 28 ans qui vit à Sderot, ville proche de Gaza dans laquelle les missiles Qassam du Hamas tombent régulièrement.

Checkpoint de Beit Iba - Enlèvement d'étudiants palestiniens ayant protesté après être restés bloqués pendant des heures - Photo : Flickr.com

L'heure du retour à Gaza approche [janvier 2009]. Je termine les dernières interviews à Jérusalem. Dans un café de Jaffa Road, je me trouve avec Yehuda Shaul, fondateur de l'ONG Breaking the Silence (rompre le silence).

« Tout est pure folie : l'occupation, la forme inhumaine avec laquelle nous traitons les Palestiniens », me dit-il. En Israël, tu entres dans l'armée à 18 ans parce que tu veux combattre l'ennemi de ton pays, parce que tu veux laisser une trace dans l'histoire, et tu fais ce qu'on te dit de faire, sans penser. Et tout est fait pour que tu ne penses pas. Des missions à accomplir, des ordres à suivre ».

« Et tu ne vois pas les Palestiniens comme des être humains, tu les vois comme des animaux. Tu entres dans leur maison, la nuit, tu les réveilles, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, et tu casses tout. C'est le genre de choses que tu ne ferais pas ici, en Israël, mais tu le fais chez eux. Et, pour ce faire, tu refuses la réalité. C'est la seule manière. Tu crées entre toi et la réalité un mur de silence ».

« Voici un autre exemple : si, la nuit, tu trouves un paquet suspect qui pourrait être une bombe, tu appelles le premier Mohamed que tu trouves dans la rue et tu lui demandes de l'ouvrir. Tu pourrais appeler un expert qui le désactiverait, il mettrait dix minutes à venir, mais c'est beaucoup mieux qu'un Palestinien risque sa vie, puisque pour toi ça revient au même, tu ne le vois pas comme un être humain. Moi, je faisais ça avec mes soldats à Hébron ».

« De même à Naplouse, quand je voulais entrer dans une maison, si je pensais qu'il pouvait y avoir une bombe piégée, je prenais le Mohamed que j'avais sous la main et je l'obligeais à ouvrir la porte. Ça fait partie de la routine de l'armée : utiliser les Palestiniens tels des boucliers humains. »

« Pareil lorsque tu es à un check-point, tu les obliges à attendre beaucoup plus que le temps nécessaire, parfois pendant des heures, et tu choisis un Palestinien au hasard à qui tu donnes des coups, tous les quinze ou vingt qui passent, de sorte que les autres aient peur et restent tranquilles. C'est seulement ainsi que toi, avec quatre soldats, tu peux les dominer eux qui sont des milliers. »

« Et quand tu entres à Gaza avec ton char de combat et que tu vois une voiture neuve, même si tu as assez de place sur la route, tu passes dessus. De même, tu tires sur les réservoirs d'eau. Pour leur faire peur, pour qu'ils te respectent, parce que c'est ça la logique qu'on enseigne aux soldats israéliens ».

« De plus, tu es jeune et tu commences à profiter de ce pouvoir, que les gens fassent tout ce que tu leur dit de faire. C'est comme un jeu vidéo. Tu es à un check-point au milieu de la route, tu as vingt voitures qui attendent, et par un simple mouvement du doigt ils font ce que tu veux toi. Tu joues avec eux. Tu les fais avancer, reculer. Tu les rends fous. Tu as 18 ans et tu te sens puissant ».

« Trois mois avant d'abandonner l'armée, je dirigeais une unité à Hébron, j'avais fait une bonne carrière, de sorte que j'avais du temps libre. Un matin, je me suis regardé dans le miroir et j'ai compris que tout ceci était une erreur et j'ai su que je ne pourrais pas continuer à vivre si je ne faisais pas quelque chose. C'est pourquoi, à peine sorti, avec les soldats de mon unité, nous avons monté une exposition avec nos photos, elle s'appelait Amener Hébron à Tel Aviv ».

« Elle est tombée comme une bombe dans la société. Des parlementaires et des journalistes y sont venus. Donc, nous avons créé Breaking the Silence, où nous offrons de l'espace pour que les soldats racontent les abus qu'ils commettent systématiquement. Plus de 350 l'ont fait. A présent, nous avons des expositions et des vidéos en Europe, en Israël ».

« Certaines personnes disent que ce sont des cas isolés. Les mères disent : mon fils, qui fait son armée actuellement, est bon, il ne fait pas ce genre de choses, ce sont uniquement les soldats bédouins ou éthiopiens qui font ça. Mais ce n'est pas si sûr. On fait tous ce genre de choses, parce que c'est la logique de l'occupation israélienne : terroriser les Palestiniens ».

« Les Check-points ne servent pas à empêcher les Palestiniens d'entrer en Israël, c'est pour que la réalité n'entre pas en Israël. Parce que c'est une société de soldats, nous passons tous par l'armée pendant trois années quand nous sommes jeunes et ensuite un mois par an. Et nous le faisons tous. C'est pourquoi il existe le mur de silence, de négation, parce que nous sommes tous responsables et nous ne voulons pas l'admettre ».

« Eux sont les victimes, nous sommes les bourreaux. Mais en tant que bourreaux, nous payons également un prix. Ceci est une société qui ne s'encourage pas à regarder ni la vérité en face, ni ses propres actes. C'est une société, par conséquent, moralement malade ».

Mundo Obrero

14 mars

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6286

3-6 Les partis communistes et ouvriers du monde condamnent l'agression d'Israël en Palestine.

Athènes, 03 mars, 2009, Tribuna Popular TP. –

Dans le cadre du 18 e Congrès du Parti Communiste de Grèce KKE

Les partis communistes et ouvriers du monde condamnent l'agression d'Israël en Palestine

Nous saluons la fermeté héroïque des masses palestiniennes de la Gaza, et soulignons le droit fondamental des palestiniens de résister à l'occupation, un droit reconnu pour les Nations Unies et pour les Lois Internationales². Les Partis Communistes et Ouvriers et les organisations pour la libération des peuples qui signent à la fin, s'étant réuni à Athènes, la Grèce, à la veille de 18^e le Congrès du Parti Communiste de Grèce (KKE), veulent exprimer leur énergique condamnation de la barbare agression terrestre, aérienne et navale lancée par Israël contre Gaza à partir de la fin décembre 2008.

Cet assaut brutal contre Gaza qui a duré 22 jours a occasionné la mort d'au moins 1.350 citoyens, des milliers blessés de civils innocent y compris des femmes, des enfants et des anciens, et la destruction massive de logements, propriétés et installations diverses, ce qui a privé les habitants de Gaza des services les plus élémentaires.

Les partis et organisations expriment également leur grave préoccupation face à la tragédie humanitaire qui en a résulté, et leur indignation devant les attaques volontaires d'écoles et d'institutions civiles, y compris l'école UNRWA de l'Organisation des Nations Unies(ONU) dans le camp Jabalia.

L'attaque d'Israël contre Gaza est en réalité une agression contre tout le peuple de Palestine.

Pour les raisons exposées, les Partis et organisations signataires s'accordent sur les déclarations ci-dessous: Nous saluons la fermeté héroïque des masses palestiniennes de Gaza, et proclamons le droit fondamental des Palestiniens à résister à l'occupation, un droit reconnu par les Nations Unies et par les lois Internationales. Nous

exigeons la levée immédiate du siège et blocus de Gaza, la réouverture de ses frontières et la rapide reconstruction de tout ce qui a été endommagé et détruit par cette agression irresponsable; Nous réaffirmons notre appui et solidarité au peuple de Palestine dans sa lutte pour récupérer ses droits nationaux légitimes et inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat souverain et indépendant dans ses territoires historiques, avec Al-Quds (Jerusalem Oriental) comme capitale, ainsi que le droit à la rapatriation de tous les réfugiés palestiniens en conformité avec la Résolution 194 de l'ONU. Nous condamnons énergiquement la construction en cours du "mur raciste" et l'installation des colons israéliens dans les territoires occupés de la rive gauche, construction qui viole d'une manière flagrante toutes les décisions pertinentes de l'ONU. Nous demandons l'immédiate destruction du mur et des installations, ainsi que la libération immédiate de tous les prisonniers actuellement détenus par Israël.

Nous lançons un appel au Conseil de Sécurité de l'ONU et aux autres organisations internationales, à entreprendre une enquête complète et exhaustive sur les graves violations des droits humains et sur les crimes de guerre commis par l'armée israélienne durant les attaques de Gaza, y compris l'usage contre les populations civiles d'armement prohibés par la communauté internationale. Les Partis et organisations signataires lancent également un appel pour établir des commissions légales spéciales pour formuler des accusations contre les autorités d'Israël pour crimes de guerre, devant la Cour Internationale de Justice, le tribunal Criminel International et les structures juridiques nationales de chaque pays;

Nous pressons toutes les factions du mouvement national palestinien de travailler avec sérieux et responsabilité pour surmonter leurs divisions internes et rétablir l'unité nationale palestinienne. Dans ce sens, les Partis et les organisations des signataires ratifient que l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) est la légitime et internationalement reconnue direction unifiée du peuple palestinien, et appellent à réactiver le rôle et le statut social de l'OLP en ouvrant les portes de celle-ci à toutes les forces nationales palestiniennes qui souhaitent s'y unir;

Nous déclarons notre intention d'aider à développer une campagne internationale pour appuyer Gaza et exiger de la communauté internationale une aide urgente pour sa reconstruction.

Finalement, les partis et organisations signataires s'engagent à entreprendre les actions dans ce domaine: Accroître leurs activités de solidarité avec le peuple palestinien, aussi bien internationalement comme dans chacun de leurs pays respectifs;

Faire pression sur les gouvernements de leurs pays respectifs pour que soient dénoncés les accords militaires et politiques avec l'Etat d'Israël;

Organiser et envoyer aux territoires occupés de Palestine, aussi rapidement que cela sera possible, une délégation conjointe de nos partis et organisations pour exprimer notre commune solidarité avec la lutte nationale du peuple palestinien;

Convoquer un symposium de solidarité avec le peuple palestinien, qui aura lieu dans la cité de Damas avant que se termine l'année 2009;

Organiser une caravane ensemble pour transporter une aide matérielle à Gaza; et

Convoquer un Jour International d'Action en Solidarité avec le peuple Palestinien, avec une insistance particulière dans la demande de mettre fin au siège et blocus de Gaza.

Les signataires envoient une invitation aux autres partis Communistes et ouvriers et organisations du Monde pour qu'ils s'unissent à cette déclaration, et ils lancent un appel au groupe de Travail des rencontres Internationales des Partis Communistes et ouvriers (EIPCO), pour qu'il assume la réalisation du programme d'action décrit ci-dessus et mettent en œuvre les détails nécessaires dans une consultation avec les Partis arabes et palestiniens.

4 mars

Voilà la déclaration des partis communistes réunis à Athènes à propos de Gaza et de la Palestine, Alors que la manière dont ici les organisations et les individus qui prétendent soutenir le peuple palestinien n'aboutit qu'à détourner les bonnes volontés et à entretenir les divisions au lieu de rassembler dans l'action comme le fait ce texte.

Non seulement ce peuple est martyrisé, spolié, massacré mais il a été réussi à le diviser, à de ce fait le priver d'une organisation unifiée à la hauteur de sa résistance. Il est entouré de pseudo alliés dans le monde arabe qui sont prêts à le sacrifier tant ils craignent la contagion de ce que représente ce peuple et tant ils sont soumis à l'impérialisme qui garantit leur propre domination et leur exploitation. Et comble de malheur, les Palestiniens ont dans nos pays des supporters qui dénaturent leur cause par un racisme nauséabond.

Comme la division épuise la force de la résistance, la haine raciste déconsidère la cause la plus juste qui soit et laisse en paix l'impérialisme. A qui profite tout cela ?

Vous remarquerez que l'analyse des partis communiste est politique, qu'elle ne mêle pas la question juive, l'holocauste à la situation du peuple palestinien et qu'elle s'appuie sur des bases de droit autant que sur la défense du peuple à l'autodétermination et des êtres humains à la justice. Voilà ce qui distingue les communistes de la racaille d'extrême-droite qui ne cherche qu'à exaspérer les haines et de certains imbéciles qui étouffent la cause qu'ils prétendent embrasser. Ces crétins nuisibles arrivent devant la situation la plus effrontément colonialiste, impérialiste qui se puisse imaginer, celle que vit le peuple palestinien, à trouver une fois de plus le bouc émissaire "le juif", le peuple soit maudit, soit élu ce qui revient au même, pour sauver le dit impérialisme, le capital, une fois de plus en espérant que les imbéciles du socialisme les suivront eux et les dirigeants arabes corrompus, voire les sionistes. On a déjà vécu ça... C'est la garantie de la division permanente des victimes... Quand on lit par ailleurs l'in vraisemblable discours du président du CRIF dont voici le lien :

On mesure combien le parrallélisme est étonnant entre certains "défenseurs" des Palestiniens et les sionistes du CRIF, les références sont les mêmes et dans tous les cas il s'agit de créer l'identification.

C'est pourquoi selon moi une organisation juive antisioniste n'a pas à faire de surenchère mais elle doit mener une campagne vigoureuse contre cette organisation réellement criminelle qu'est le CRIF qui prône la haine, justifie les crimes d'Israël et déshonore en prétendant la représenter l'identité juive. Donc personnellement le combat qui me conviendrait serait celui sur les bases politiques des partis communistes réunis à Athènes sans délire prétendant mêler juifs et sionistes, mais en restant sur les bases politiques et d'action qui sont énoncées. Ensuite je souhaiterais que sans surenchère il existe réellement une organisation antisioniste juive qui dénonce les prétentions du CRIF à enrôler les juifs dans cette criminelle croisade contre le peuple palestinien. je ne veux rien d'autre que cette base là qui permettra de rassembler largement. je dois dire qu'une fois de plus faute d'avoir en France un parti communiste capable de mener ces combats là, même si sur la question de la Palestine, le PCF est moins en porte à faux que sur bien d'autres, il est difficile voire impossible à quelqu'un de s'organiser. Et je ne dois pas être la seule à vivre douloureusement l'absence d'une ligne et d'une perspective politique claire comme l'est cette proclamation des partis communistes et ouvriers.

Publié 4 mars 2009

Palestine solidarités

socio13.wordpress.com/.../les-partis-communistes-et-ouvriers-du-monde-condamnent-lagression-disrael-en-palest...

3-7 Les forces israéliennes bouclent un village près d'Hébron et raflent au moins 30 d'habitants.

Selon ce qu'ont rapporté des témoins à Ma'an, Des dizaines de véhicules militaires israéliens ont envahi le village pendant la nuit, imposé un couvre-feu et saccagé plusieurs maisons.

Les forces israéliennes ont imposé un couvre-feu sur la ville de Beit Ummar, au sud d'Hébron, depuis la nuit de mardi, et arrêté plus de 30 palestiniens. Toutes les entrées et sorties du village ont été fermées par l'armée, ont dit les habitants.

L'opération était toujours en cours mercredi après-midi, et plusieurs autres habitants ont été enlevés.

Les soldats israéliens maintiennent le couvre-feu sur le village et font des fouilles maison par maison.

Ils ont installé des postes de surveillance sur les toits des immeubles, ont dit les témoins. D'autres ont rapporté que plusieurs résidents ont été forcés d'évacuer leurs maisons, que les troupes ont fouillé et saccagé.

Les soldats ont aussi fait sauter à l'explosif la porte de la mosquée principale de Beit Ummar, qu'ils ont vandalisée et d'autres unités militaires canines ont fouillé les maisons en se servant de chiens « pour faire peur aux gens », selon un des habitants.

Selon Amjad An-Najjar, président de la Société du Prisonnier à Beit Ummar, plus de 32 personnes ont été appréhendées, beaucoup d'entre elles de moins de 18 ans. Ils ont été emmenés dans un centre d'interrogatoire dans la colonie de Gush Etzion, près d'Hébron.

Des sources locales ont dit qu'un des 25 hommes arrêtés était Wahib Ikhlayil, 32 ans, secrétaire du Fatah à Beit Ummar.

Maan News 11/03

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19